Lundi, 14 mai 1849. 1re année. — N° 60.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
PARIS. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
SEINE. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
DÉPARTEMENTS .	32 »	16 »	8 »	3 »»
ÉTRANGER . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne. .	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé au Rédacteur-Gérant. — Les manuscrits déposés ne seront pas rendus.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(*Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 23 mai 1848.*)

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 13 MAI 1849.

Le résultat des élections va de nouveau étonner les réactionnaires. Ils préparaient au suffrage universel le sort qu'ils avaient fait à la royauté de juillet et qu'ils réservent à la présidence. Ils espéraient pouvoir s'en emparer, l'exploiter dans leur intérêt, en annuler les effets et le rendre enfin odieux à la nation. Ils avaient des motifs plausibles de l'espérer ; les dernières élections, sans leur rendre le pouvoir, leur en avaient ouvert l'accès. Les dernières élections, bien qu'elles aient exprimé l'adhésion du peuple français à la forme républicaine, n'avaient pas déterminé, par le choix des représentants, la voie politique que devait suivre le gouvernement, ni sa situation à l'égard des besoins sociaux de l'époque actuelle. Le peuple français surpris de sa victoire subite et instantanée sur l'ordre de choses ancien, au milieu des troubles et des incertitudes d'une situation nouvelle et imprévue, se contenta de poser les principes républicains en réservant à l'avenir la tâche de les développer. Tous les candidats qui se présentèrent aux élections après les journées de février acceptèrent ou feignirent d'accepter le programme populaire d'alors; ils firent tous solennellement acte d'adhésion à la République; cet acte impliquait la promesse de réaliser la pensée de février. Mais les réactionnaires une fois investis du caractère de souveraineté s'empressèrent d'imiter leurs modèles, les souverains de l'Europe, et revinrent sur les concessions que leur avait arrachées la dure nécessité. Enhardis par le succès, ils finirent par abjurer jusqu'au nom de républicain. Ce fut ce qui pouvait advenir de plus heureux à la République.

Tous les secrets de la réaction sont déjà trahis. L'infâme expédition de Rome rendit manifeste à tous les Peuples ce qui n'était encore clair que pour quelques hommes au courant des secrets des coteries légitimistes et orléanistes.

Les affaires de l'Europe ont déjà réagi sur les mouvements intérieurs de la France, on en aura la preuve par le résultat des élections.

Nous sommes sûrs que le parti républicain reviendra à l'Assemblée nationale plus nombreux, et rendu plus puissant par des preuves éclatantes des sympathies populaires.

On peut prévoir que la politique future du gouvernement, à l'intérieur comme à l'extérieur, sera fixée dès les débuts de la nouvelle Assemblée. Nous nous réjouissons d'avance de cet immense progrès, nous regardons cette conquête sur l'esprit de la réaction comme étant déjà assurée. Cependant, nous ne nous faisons pas d'illusion sur les difficultés d'un autre ordre que tout le monde commence déjà à entrevoir.

Les questions politiques, bien qu'elles soient pour le moment les plus graves, ne sont pas les seules que la République est appelée à résoudre. Les événements de Rome nous avertissent de l'intime liaison qui existe entre les idées religieuses et les combinaisons politiques. Ce qui se passe en Allemagne où des populations entières se lèvent, poussées par un vague désir de fonder une société nouvelle, doit nous servir d'enseignement pour qu'une assemblée nationale de la République française puisse prononcer le MOT d'une situation qui n'a rien de comparable dans l'histoire. Il faut que cette assemblée soit aidée par le concours de tous les hommes qui depuis longtemps avaient préparé par leurs efforts moraux les événements et qui sont maintenant appelés à y jouer un rôle actif.

Le temps arrive où tout homme vraiment religieux et qui se dit dévoué à l'intérêt de la société, doit appuyer ses paroles sur des actes, comme membre d'une église et d'une société militantes nouvelles.

DERNIÈRES NOUVELLES.

Les dernières nouvelles de Dresde sont contradictoires. D'après les lettres reçues à Francfort, les troupes avaient été forcées de demander un armistice, que le Peuple leur a refusé. D'après une lettre de Leipsick, les insurgés auraient capitulé le 9 mai vers le soir.

Les Prussiens, qui étaient entrés en Bavière, ont été obligés de se retirer, en présence d'une manifestation unanime de la population et des soldats bavarois, qui ont fait cause commune avec les habitants pour repousser l'intervention despotique.

A Elberfeld, le Peuple avait encore le dessus le 10 mai; mais à Dusseldorf et à Breslau la révolution a été comprimée.

Un combat, qui dura sept heures, a eu lieu, le 7 mai, entre les troupes allemandes et les Danois. Ces derniers ont été obligés de se réfugier derrière les murs de Fredericia.

L'arrière-garde de l'armée autrichienne a livré un combat aux Hongrois, le 6 mai, près de Parendorf, à sept milles de Vienne ; elle a été complètement battue. Une lettre de Vienne dit qu'elle a été anéantie, et que la ville d'Oedendourg est occupée par les Hongrois.

Aucune nouvelle importante et définitive de Rome.

Correspondance particulière de la TRIBUNE DES PEUPLES.

Il est impossible de décrire l'élan qu'ont pris les esprits à l'heure qu'il est dans les provinces Rhénanes. On pourrait presque prédire que, dans quelques jours d'ici, l'insurrection populaire, appuyée par la landwehr, deviendra générale. Les habitants de la Bavière rhénane s'arment activement : les villes de Neustadt, Steyer, et plusieurs autres sont hérissées de barricades. D'après les dernières nouvelles, on compte plus de 40,000 hommes du peuple armés. Il y a quelques jours, on avait envoyé de Mayence deux bataillons prussiens avec deux pièces de canon : ils s'avançaient jusqu'à Neudstadt ; mais ayant trouvé la ville fermée par les barricades, ils en firent le tour et se dirigèrent sur Steyer, aussi déjà barricadée. Une députation de cette ville vint prévenir les Prussiens que le premier coup de feu parti de leurs rangs serait le signal de leur extermination, les habitants étant deux fois plus forts. La municipalité offrit aux soldats fatigués des aliments et de la boisson, ce qui ne fut point refusé. Après quelques heures de repos, les officiers commandirent l'attaque ; mais les soldats déclarèrent qu'ils ne voulaient pas se battre contre une ville qui les avait reçus avec autant d'hospitalité ; et les deux bataillons s'en retournèrent à Mayence. Deux compagnies envoyées de Cologne, ayant crié sur le bateau qui les transportait à Bonn : Vive le République ! et ayant chanté des chants républicains, furent également ramenés à Cologne.

Le gouvernement provisoire organisé à Neustadt déclare dans une de ces proclamations que, dans le cas où la guerre viendrait à éclater, la coopération de trente officiers polonais lui était d'avance assurée. Le gouvernement français, certainement dans le but d'empêcher les Polonais résidant à Metz et dans d'autres villes sur le Rhin d'entretenir des rapports avec l'insurrection allemande, les a envoyés à Marseille. Malgré la garnison de 6,000 hommes, on s'attend à chaque instant à une insurrection à Cologne. Dans l'assemblée démocratique du 11 courant, on a déclaré hautement que les provinces rhénanes veulent être indépendantes, et qu'elles ne souffriront plus la domination d'un Hohenzollern, serviteur de Nicolas. Les officiers prussiens comptent si peu sur leurs soldats, que la nuit, à chaque demi heure, ils visitent les pièces de canon pour se convaincre qu'elles ne sont pas enclouées.

A Elberfeld on a installé un comité de sûreté publique : la garnison s'est vue forcée de quitter la ville. La landwehr des environs, comme de Mulheim-sur-le-Ruhr, et les habitants armés présentent une force de 16,000 hommes avec 7 pièces de canon.

On avait fait venir dans le temps ces canons pour garantir les riches fabricants des attaques du Peuple, et aujourd'hui ce sont ces mêmes fabricants qui ont livré les canons au Peuple. Une partie du bataillon du 16e de ligne a passé du côté de l'insurrection. Le nombre des barricades s'élève à 240. L'une d'elles fut construite entièrement avec les meubles en acajou de l'ancien bourgmestre ; et sur des commodes, des armoires et des tables on a placé deux candélabres en argent qu'on allume chaque nuit.

Un peintre polonais habitant Dusseldorf a donné l'exemple d'un dévouement sublime. Au moment où la troupe allait faire feu sur les insurgés abrités par les barricades, le Polonais s'élança au-devant des soldats prussiens en leur représentant le fratricide qu'ils allaient commettre. Il n'avait pas terminé sa phrase que, sur un ordre donné par l'officier, les soldats firent feu et sept balles percèrent un cœur animé d'un amour fraternel pour ses assassins.

On dit que le commandant de Bologne avait reçu l'ordre de ne pas disséminer ses forces par des envois partiels, et de laisser, au contraire, se concentrer l'insurrection. Le roi de Prusse, ainsi que son ministère appuyé par les Russes, veut tenter un grand coup pour en finir. Si le peuple est victorieux, le roi de Prusse abdiquera et son successeur jouera probablement le rôle de libéraliste, d'ami du peuple, mais les Allemands d'aujourd'hui ne se laisseront pas tromper : leur maxime politique est 1° de combattre pour l'unité de l'Allemagne et pour la Constitution votée par le parlement ; 2° se défaire de tous les souverains. Le parlement semblerait pencher vers cette politique, s'il est vrai, ainsi qu'on le rapporte, que le roi de Prusse a été déclaré traître à l'Allemagne pour avoir massacré les Saxons qui ne défendaient que la Constitution. On croit que Gagern sera nommé président de l'Allemagne.

Les Démocrates français ont adressé au Peuple romain la proclamation suivante, que nous sommes priés de reproduire :

« Frères,

« Les ennemis de la liberté, sur tous les points de l'Europe, relèvent une tête menaçante ; de tous côtés les despotes rassemblent leurs soldats pour écraser la Démocratie : dans ce concert des ennemis naturels du progrès social, le minietère qui pèse sur la France a réclamé une place pour notre République.

« Frères, quelques traîtres ne peuvent déshonorer une grande, une généreuse nation, et, nous en sommes sûrs, jamais vous ne confondrez notre République avec les hommes qui sont au pouvoir. Nos sympathies sont avec vous, et par patriotisme, nous faisons des vœux pour que nos soldats comprennent bien que la véritable gloire est de refuser le combat fratricide dans lequel les séides de tous les despotismes veulent les engager.

« Confiance, frères, confiance et courage, la France républicaine, quoi qu'on fasse, est toujours debout, et avant peu, en vous tendant une main amie, elle réparera, soyez-en sûrs, les crimes de la France monarchique.

« Frères, vous avez encore de cruelles épreuves à subir, mais un Peuple est d'autant plus digne de la liberté qu'il a plus souffert ; comme le Christ, le Peuple doit aussi porter sa croix. La République française, votre sœur, vous regarde les larmes aux yeux, l'espérance au cœur ; courage donc, et que nos soldats en lisant sur votre noble drapeau cette devise inscrite sur le nôtre : « Liberté, Egalité, Fraternité, » se disent : ce ne sont pas là les ennemis que la patrie nous ordonne de combattre.

« Honte ! trois fois honte aux despotes de tous les pays ! Hurra pour la solidarité des Peuples ! Vive la République universelle ! Vive enfin la République française démocratique et sociale !!... »

Le comte Ladislas Teleki, chargé d'affaires de Hongrie, a adressé à M. le ministre des affaires étrangères la lettre suivante :

Paris, 13 mai 1849.

Monsieur le ministre,

Je viens d'entendre les nobles paroles que vous avez prononcées à l'Assemblée nationale de France, à propos de l'intervention Russe en Hongrie. C'est pour moi un devoir de vous en témoigner au plus tôt ma reconnaissance.

L'éloignement du théâtre d'événements mal connus, et souvent faussement appréciés, ne vous avait pas empêché d'apporter la plus sérieuse attention dans l'appréciation générale que vous-même en deviez faire : l'intervention russe dans notre pays a rencontré et rencontrera de votre part les obstacles que la Hongrie et l'Europe devaient attendre de vous. Ainsi, les traditions de la sympathie française pour la Hongrie ne sont point négligées.... Grâces vous en soient rendues !

Dans le passé, mon pays, avant de s'être réuni à la maison de Habsbourg, avait reçu le plus glorieux de ses rois (Louis Ier d'Anjou, surnommé le Grand) de la famille des rois de France ; le gouvernement de la République va en-

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 14 MAI 1849.

REVUE DES THÉATRES.

FRANÇAIS. *Adrienne Lecouvreur.* — ODEON. *La Famille.* — GYMNASE. *Elzéar Chalamel.* — MONTANSIER. *La Belle Cauchoise. Un Cheveu pour deux Têtes.*

De ce que l'art est difficile, vérité banale formulée bien avant Boileau, il ne faut nullement conclure que la critique soit aisée. A toutes les époques, les bons critiques ont été fort rares ; et lorsqu'on vient à songer à toutes les qualités que doit réunir un critique pour rencontrer juste, on est comme effrayé soi-même de prendre la plume pour essayer du genre.

Et d'abord, il faut avant tout de l'impartialité : quand la passion est en jeu, plus de jugement possible. Aussi,

« D'Aristarques, fort peu, mais combien de Zoïles ! »

Et par passion nous ne comprenons pas seulement ce qui constitue un zoïle, l'envie. Certains critiques qu'un talent incontestable met au dessus de l'envie, n'en sont pas moins pour cela passionnés, mais d'une autre manière.

Voici venir, par exemple, un aristarque moderne de renom. A-t-il le naturel mauvais ? Tout au contraire. C'est un homme de mœurs douces, d'un caractère franc, d'un abord simple et facile ; au besoin, il est très-serviable ; on l'a vu acheter mille francs des croûtes pour venir au secours d'un ami nécessiteux dont la palette n'était pas à la hauteur des bonnes intentions. Un littérateur pauvre meurt : notre critique trouve au bord de sa tombe des paroles chaleureuses, dignes de la république des lettres. Une révolution éclate ; le journal auquel il est attaché souffre de la crise ; et spontanément il renvoie sous pli la moitié de son traitement à la rédaction. Certes, pour le collaborateur d'une feuille rétrograde, voilà un trait fort peu orléaniste, très-peu malthusien.

Est-ce le sentiment du beau qui lui manque ? Point ; c'est sans conteste un homme de goût. Est-ce le talent de la forme ? Encore moins. Il y a des pages de lui qui sont de petits chefs-d'œuvre de style, et Vaugelas lui-même, à son étroit point de vue, n'aurait rien à y redire. Manquerait-il par aventure de science ? Nullement. Il possède ses auteurs anciens de manière à étonner les savants en *us* et en *os* d'Oxford et d'Heidelberg ; et quant aux écrivains plus modernes, il connaît son Moine de Saint-Gall et son Froissart aussi bien que les Thierry ; Rabelais, Molière, le Dante et Shakespeare lui sont non moins familiers qu'au premier venu des *quarante*. Sur certains points même, il serait de force à embarrasser plus d'un membre de l'Institut, et nous ne serions pas étonnés de le voir un jour établir, en connaissance de cause, la différence qui existe entre le mécanisme des slokas indiens et celui des distiques latins ou des menavis persans.

Que lui reprocherons-nous donc ? serait-ce de s'écarter parfois de son sujet pour faire entreprendre avec lui à ses lecteurs un voyage fantastique comme celui de Cyrano de Bergerac de lunaire mémoire ? Nous n'en aurions vraiment pas le courage, nous rappelant que notre aristarque se trouve d'ordinaire en présence de sujets si maigres, si insipides, si plats, bref si mauvais de forme et de fond que la médiocrité seule peut trouver là matière à analyse. Que dire en effet d'une *Poule aux œufs d'or*, d'un *Monte-Christo*, d'un *Arbogaste* et autres avortements du même genre ?

Mais enfin, en quoi pèche-t-il ? Nous voici forcé de distribuer le blâme après l'éloge. Notre critique est comme une petite maîtresse ; il ne sait souvent pas lui-même pourquoi il boude ou sourit, pourquoi il griffe ou caresse ; il défait aujourd'hui ce qu'il a fait hier : on l'a vu tour à tour exalter et abîmer toutes nos célébrités, vraies ou fausses, depuis Béranger et Hermione Rachel jusqu'aux Anicet Bourgeois, Clairville et compagnie. Le cauchemar de la réaction, le citoyen Proudhon, a appelé M. de Lamartine *une courtisane politique ;* on pourrait, avec autant de justesse, nommer le collaborateur des *Débats une courtisane littéraire*, avec cette différence toutefois que la courtisanerie de l'un, n'ayant pas le mal pour but, est inoffensive, tandis que la courtisanerie de l'autre tue la liberté et les peuples.

Ainsi la passion anti-esthétique de notre publiciste, c'est le caprice. En vérité, c'est dommage : abstraction faite de ses opinions politiques, si tant est qu'il en a, le *prince des critiques* n'est pas, au fond, un tyran ; et, dans son intérêt, comme pour l'honneur de l'art, nous lui conseillons de se guérir de sa petite passion de boudoir. Sous la République, il s'agit de se retremper ; l'efféminiation n'est plus de mode ; ce n'est pas pour la *dame* qu'il faut aujourd'huire écrire, c'est pour la *femme*.

Abordons maintenant les autres qualités qui constituent un bon critique.

Il est évident que la critique exige un sentiment profond du vrai et du beau, un jugement sain et du savoir. L'homme qui ne sent pas, ne rend pas ; celui qui divague et ignore ne saurait apprendre aux autres à raisonner, ni juger de ce qu'il ne connaît pas lui-même. Faisons observer en passant que l'ignorance est ordinairement exclusive. Pour bien juger, il faut un critère : le critère est une norme philosophique donnée à la fois par le sentiment, par le jugement et le savoir ; une de ces trois qualités venant à manquer, un critère, tel que nous le concevons, est impossible.

Enfin, à tous ces éléments psychiques, on doit joindre le relief matériel, le talent de la forme. Quiconque écrit mal n'a pas le droit de blâmer ni de louer le style d'autrui.

Et puisque notre point de départ a été l'impartialité, nous voici amené naturellement à rattacher à cette question première toutes celles que nous venons de développer, à parler d'une espèce de passion que l'on pourrait appeler l'exclusivisme de la folie et de l'ignorance.

Pour un critique atteint de cette double infirmité, point de salut hors de telle ou telle école. Si vous avez, par exemple, le malheur d'invoquer Gœthe, vous êtes, aux yeux du pédant, un homme privé du sens commun ; et, comme il plut un jour à Voltaire de traiter Shakespeare de cuistre, après l'avoir exalté plus encore que ne pourrait le faire un écrivain de la *Revue d'Edimbourg*, l'aristarque se croit autorisé à hausser les épaules en vous entendant rendre hommage à l'immortel poète anglais. Si par hasard il est forcé de vous faire une concession à ce sujet, il y met tant de mauvaise grâce, que son sourire ressemble à une grimace. Notez qu'il ne connaît de Shakespeare que Ducis, et n'a jamais lu Gœthe de sa vie, même à travers le microscope de M. Henri Blaze. D'ordinaire le pédant est quinteux, et sa forme s'en ressent : son style est aussi sec que le regard d'un Talleyrand, lourd comme l'allure d'un bœuf, et plus filandreux qu'un paquet d'étoupes. C'est du Merruau à la cave au lieu d'être au grenier. On bâille à la quatrième ligne comme à la première scène du drame de l'insipide Kotzbue, la *Mort de Rolla* par exemple.

Passons à un critique de la même famille, mais en sens inverse. A sa barre, si vous ne croyez pas d'une manière absolue à M. Victor Hugo, si, après avoir avancé qu'*Hernani* était un heureux coup d'essai, vous ajoutez que la passion nommée *Phèdre* vous paraît pour le moins aussi dramatique que la débauche appelée *Lucrèce Borgia*, vous voilà à jamais anathématisé. Raca sur vous et sur vos semblables !

En lisant les arrêts d'un tel juge, on ne sait plus où l'on en est avec sa langue et les plus simples rudiments de l'histoire. Les métamorphoses chantées par Ovide pâlissent devant celles que notre homme fait subir à la réalité : sous sa plume une cyclade devient un sculpteur ; et le malheureux a traduit Sophocle !

Après avoir étudié et admiré mademoiselle Rachel dans tous ses rôles, vous vous figurez naïvement que c'est une grande actrice tragique : erreur, trois fois erreur ! Écoutez plutôt le critique échevelé :

« C'est par erreur que mademoiselle Rachel s'est fourvoyée dans la tragédie : à notre sens elle n'est pas une actrice tragique, et si nous l'admirons dans les tragédies, c'est surtout parce que nous trouvons qu'elle les joue mal. »

Que cela est galant de la part d'un homme qui, à titre de romantique, croit procéder en ligne directe des troubadours !

Ainsi mademoiselle Rachel joue mal les tragédies ! Fort bien, mais pourquoi ?

Felix qui potuit rerum cognoscere causas !

Et la cause, notre critique la sait ; il l'a trouvée en étudiant un bas-relief du *sculpteur Milo*. Écoutons-le encore, c'est instructif.

« Elle introduit dans les œuvres du passé l'âme contemporaine, et c'est comme cela qu'elle les fait vivre ; la pièce a l'air de bouger et d'exister, mais c'est l'actrice qui vit dedans. La tragédienne se substitue à la tragédie, et la dément, et lui fait dire ce qu'elle ne disait pas et le contraire de ce qu'elle disait. »

En vérité, si cela était, il faudrait enfermer la grande tragédienne à Charenton. Cependant, on veut bien l'appeler une *éminente artiste*, car enfin elle « a su donner une apparence de vie à toutes ces figures pétrifiées sur la tombe d'un art enseveli. »

C'est ainsi que, de son plein chef, ce respectable romantique enterre à tout jamais Corneille et Racine, en grande partie pour complaire à l'idole dont il s'est constitué le thuriféraire, M. Victor Hugo. Et il va jusqu'à affirmer avec un merveilleux aplomb que le public partage ses goûts ! On ne l'accusera certainement pas d'être comme le compagnon de Faust, *der bœse geist der immer verneint ;* en fait de scepticisme, il ne doute de rien, pas même de la beauté du style que voici, du Brébeuf, ou, si on le préfère,

core aujourd'hui contribuer d'assurer notre avenir, en prévenant l'emploi de moyens étrangers contre nous. Si ces moyens devaient réussir, leur succès pourrait être à la fois trop dangereux pour la liberté, la paix et la civilisation de l'Europe : vous l'avez compris, et je vous en renouvelle mes remercîments.

Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de ma parfaite considération.

Paris, 12 mai 1849.

Comte LADISLAS TELEKI,
Envoyé de Hongrie.

TRIBUNE DES PEUPLES.

FRANCE.

ACTES OFFICIELS.

Le *Moniteur* contient aujourd'hui dans sa partie officielle :

1° Une loi relative à la suppression des taxes de bassin perçues au Havre et à la Rochelle ;

2° Une loi relative à un report de crédit pour le ministère de l'instruction publique.

3° Une loi relative à un report de crédit pour le ministère de l'agriculture et du commerce.

On lit dans le *Sémaphore* de Marseille :

« M. le préfet des Bouches-du-Rhône nous communique la dépêche télégraphique suivante :

« Dépêche télégraphique.

« Paris, 9 mai 1849.

« Le ministre de l'intérieur à MM. les préfets.

« Rassurez la population. Les nouvelles qu'on avait répandues sur la lutte engagée devant Rome étaient inexactes. Le gouvernement vient de recevoir du général Oudinot une dépêche qui contient ce qui suit :

« La 3e brigade (5,000 hommes) est débarquée; le quartier-général est à Paolo avec la 2e brigade. La 1re est à Poliodoro, à six lieues de Rome. Les Napolitains sont en marche sur Rome. Nous occuperons la ville avant eux. J'envoie 600 prisonniers à Toulon. Rien ne peut donner une idée de l'ardeur de nos soldats. Nos blessés, au nombre de 159, partent pour Bastia sur le *Sané*. »

Nous sommes priés de reproduire la liste de souscription que nos lecteurs trouveront ci-après.

Le but de cette souscription qui est permanente, est de venir en aide aux familles des transportés de juin.

En présence de misères sans exemple, nous espérons que les divisions politiques laisseront une place à l'humanité, et que chacun s'empressera de secourir les victimes innocentes de la guerre civile, c'est-à-dire les femmes et les enfants des transportés.

Ch. Lagrange; 10 fr.; pour trois mois, 30 fr. F Lagrange, 1 fr. 50 c.; pour trois mois, 1 fr. 50 c. F. Durand, leur bonne, 25 c.; pour trois mois, 75 c. Prosp. Pécrus, 1 fr.; pour trois mois, 3 fr. P. P..., 50 c. Dimanche, 25 c. Par..., 50 c, Ch. P....., 1 fr. 80 c. M. Stable, 25 c. Moriaux, 1 fr. 50 c. Seguy, 3 fr. Voimer aîné, 5 fr. pour 4 mois, 2 fr. Chilman, 50 c.; pour quatre mois, 2 fr. Wolf aîné, 50 c.; pour 4 mois, 2 fr. Buyvel, 50 c.; pour quatre mois, 2 fr. Charles, 1 fr.! pour quatre mois, 4 fr. Delaireau, 50 c.; pour deux mois, 1 fr. Petit-Hugenin, 50 c.; pour quatre mois, 2 fr. Yanoski, 3 fr.; pour trois mois, 9 tr. ***, 1 fr.; pour trois mois, 3 fr. Dubief, 50 c.; pour trois mois, 1 f. 50 c. ***, L. Baruch, 1 fr.; pour trois mois, 3 fr. ***, 1 fr.; pour trois mois, 3 fr. Desfeuilles, 1 fr.; pour trois mois, 3 fr. P***, 1 fr. D*, 25 c. Paul V., 50 c, J. Chavot, 1 fr.; pour trois mois, 3 fr. ***, 1 fr.; pour trois mois, 3 fr. Leroy. 75 c.; pour trois mois, 2 fr. 25 c. M. V., 50 c. Ch....., 1 fr.; pour trois mois, 3 fr. C. R..., 50 c. Lelarge, 1 fr. Un garde républicain démocrate, 1 fr. Lep..., 1 fr.; pour trois mois, 3 fr. Un démocrate, 1 fr.; pour deux mois, 2 fr. Dhugon. Suisse, 50 c. Un Bavarois, 50 c. Clément, Anglais, 3 fr. R. Leroy, 2 fr. Mme*, 75 c. Mme P., 1 fr. Un chirurgien de l'armée d'Afrique, 1 fr. 25 c.; pour quatre mois, 5 fr. Un artiste peintre, 2 fr. Lemaître, 1 fr. 50 c. — Total : 120 fr.

Nous trouvons aujourd'hui dans le *Moniteur* ce que M. Odilon Barrot appelle le *désaveu* du général Changarnier. Nous citons :

M. le président du conseil ayant annoncé à la tribune qu'il demanderait des explications sur l'ordre du jour attribué à M. le général Changarnier, l'honorable général s'est empressé de lui déclarer qu'il n'y avait pas eu dans l'armée d'ordre du jour à l'occasion de la lettre écrite par M. le président de la République. En sa qualité de commandant des forces réunies dans la 1re division militaire, il s'est borné à porter à la connaissance des chefs de corps cette expression de la sympathie du président de la République pour nos braves soldats. Il l'a fait avant les débats auxquels cette lettre a donné lieu dans l'Assemblée, et le jour même où les journaux la signalaient à l'attention publique. L'honorable général a ajouté qu'il ne comprenait pas que l'on eût pu voir dans la lettre d'envoi une offense à l'Assemblée nationale, dont il respecte les droits et les prérogatives comme étant ceux d'un des grands pouvoirs de l'Etat, et à laquelle il a l'honneur d'appartenir lui-même.

Un journal qui est employé à servir les haines des réactionnaires, attaque depuis quelque temps Mme de Belgiojoso. La réputation que cette dame s'est acquise par son esprit et ses travaux littéraires, ne suffit pas pour nous expliquer l'acharnement du *Corsaire*. Ce qu'on attaque dans Mme de Belgiojoso, c'est son caractère généreux et ses sentiments patriotiques. Ce sont des crimes impardonnables aux yeux des patrons du *Corsaire*.

La feuille jésuitique l'*Univers* ne se contente pas d'être la plus acharnée parmi les organes de la réaction contre l'indépendance et la liberté de l'Italie, car elle ne cesse d'ajouter la calomnie à l'injure. Nous trouvons, dans son numéro de ce matin, une soi-disante adresse de Civita-Vecchia au président de la République, signée : *Les citoyens de Civita-Vecchia*, et très probablement rédigée par ce même M. Chiros dont on fait l'éloge le plus pompeux. Dans cet ignoble factum, dont chaque mot est un mensonge, on ne craint pas de s'attaquer au consul de la République française, M. Lysimaque-Caftan-Tavernier, que l'on accuse de sympathiser avec les Romains. Le grand crime pour lui, en vérité, que de sympathiser avec un pays qu'il habite depuis nombre d'années, et où M. Lysimaque a su se concilier l'estime et l'affection générale! Qu'on ajoute à cela que les opinions politiques de M. Tavernier, quoique franchement républicaines, ne sont point ultrà-démocratiques. Qu'il suffise de savoir qu'il fut décoré sous Louis-Philippe. Ce que *les citoyens de Civita-Vecchia*, amis de M. Chiros, disent du consul français, peut donner la mesure de la fausseté du tableau présenté dans l'adresse en question.

Nous lisons dans l'*Assemblée nationale* :

« Il y a de la mémoire en France, et de la mémoire du cœur. Qu'y faire ? La République ne nous a point fait oublier la monarchie. Assurément elle le fera par quatorze autres siècles de grandeur et de prospérité. »

Nous le savons bien, l'*Assemblée nationale* n'a pas besoin de le proclamer avec tant d'effronterie, les orléanistes n'ont garde d'oublier l'heureuse époque où les emplois, les croix d'honneur, les faveurs de toutes sortes venaient payer leur corruption. A défaut de la mémoire du cœur, que l'*Assemblée nationale* leur attribue bien gratuitement, ils ont la mémoire du ventre, et les budgets de l'ex-roi les ont assez longtemps engraissés pour qu'ils s'en souviennent. Assurément la République ne peut pas faire oublier les dotations, les coupes sombres, les indemnités Pritchard et les concussions Teste et Cubières. Voilà sans doute ce qui, pour l'*Assemblée nationale*, constitue des siècles de grandeur et de prospérité.

Association littéraire des amis de la Pologne.

La septième réunion annuelle de cette association a eu lieu, jeudi dernier, aux sussex chambers, Duke-street, Saint-James, à Londres. Elle a été présidée par lord Dudley Coutts Stuart; un grand nombre des membres du parlement et d'autres personnages de distinction de toutes les nuances d'opinion politique y ont assisté, afin d'exprimer leur sympathie en faveur des Polonais, relativement aux maux qu'ils endurent.

M. William Lloyd Birkbeck, en lisant le rapport annuel qui justifie les Polonais des crimes dont on les a accusés dans les affaires de Posen, de l'année passée, prouve, d'après le témoignage de quantité de personnes dignes de foi, que ces pauvres gens, chez eux comme à l'étranger, se sont toujours comportés d'une manière noble et irréprochable, et finit en exprimant l'ardent désir de voir bientôt le grand œuvre de la liberté constitutionnelle couronné et consolidé par le rétablissement de l'ancien gouvernement libre et indépendant de la Pologne parmi les nations de l'Europe.

Le révérend docteur Worhington propose l'adoption du rapport, qui fut accepté à l'unanimité. Après un très long discours, il conclut en disant qu'on verrait bientôt que les intérêts de la Pologne sont ceux de l'Europe entière; que c'est la seule puissance qui puisse opposer la plus forte barrière à l'agression ambitieuse de la Russie.

Lord Beaumont dit que l'Europe a commis un grand crime, en permettant d'effacer cette nation de la carte de l'Europe. Elle s'est rendue complice de cette infamie, en ne réunissant pas tous ses efforts pour l'empêcher. Les froids spectateurs de cet acte sacrilége boivent maintenant le fiel le plus amer, un poison violent parcourt toutes leurs veines; ils regrettent, mais trop tard, le crime qui a déshonoré l'Europe.

Mais le jour approche où les yeux de toutes les nations libres doivent se tourner vers la Russie, c'est précisément sur le sol où ce crime a été commis que doit se livrer la bataille entre les droits constitutionnels de l'Europe et ce grand esprit de despotisme qui reste encore inébranlable, et prêt à s'élancer sur ceux qui se battent pour leur liberté. Le temps approche où l'on sera forcé d'avoir recours, comme planche de salut, à ces mêmes personnes qu'on a laissé assassiner.

M. Urquhart propose lord Dudley-Stuart comme président pour cette année, et ajoute que la Russie est le centre du danger pour toute l'Europe, sans excepter même l'Angleterre, et qu'il faut absolument diriger toute son attention vers les allures de cette nation.

Lord Dudley Stuart dit que le temps est venu où les hommes sont plus que jamais déterminés à ne pas souffrir qu'une race soit subordonnée à une autre. Je crois, ajoute-t-il, que ce qui caractérise surtout les événements de 1848, c'est la résolution prise par tous les Peuples de l'Europe de conserver leurs nationalités séparées et de ne pas se soumettre au joug des étrangers. Espérons donc que la Pologne aura bientôt l'occasion de venger ses injures et ses souffrances, et qu'elle rétablira sa nationalité dans toute son ancienne liberté. Les braves Hongrois chassent de leur pays ceux qui les oppriment et marchent à la victoire ayant à leur tête des généraux polonais du plus grand mérite. Il n'y a que quelques mois que nous avons eu l'honneur d'avoir parmi nous ces vaillants officiers, Dembinski et Bem, je suis heureux et fier de pouvoir dire qu'ils ont été dans cette salle.

Il n'y pas longtemps que le général Bem fut forcé de traverser la route dénuée et épineuse de l'exil. Il est venu dans ce pays, comme on se le rappelle, dans un état de grave maladie et manquant presque du nécessaire. Il n'y a pas encore un an qu'il était ici, pauvre et abandonné, tenant tous ses moyens d'existence des fonds de cette association. Il est venu à nous dans sa détresse et dans sa destitution; il est venu à nous sur ses béquilles et nous le reçûmes comme nous, amis des Polonais, nous dûmes le faire, et pendant les quatorze mois qu'il est resté ici, nous lui donnâmes tous les secours qui étaient en notre pouvoir; mais j'ai regret de dire que c'était bien peu de chose.

Dans un des hôpitaux de cette ville il a subi la plus extraordinaire et la plus difficile des opérations qui aient jamais été faites jusqu'à ce jour. Le célèbre chirurgien M. Liston a extrait de son corps une balle qui y était depuis trente-un ans. Graces à Dieu, il a survécu à l'opération, et au lieu de rester ici dans l'obscurité, le besoin et sur un lit de malade, il est maintenant à la tête d'une armée victorieuse; il s'est battu contre l'Autriche et l'a vaincue; il a battu sa vieille ennemie, celle qu'il avait mise en déroute lors de la révolution polonaise; il a chassé les Russes de la Transylvanie à plusieurs reprises; et avant peu les Hongrois lui devront leur pleine et entière liberté. J'ai rappelé les scènes qui ont lieu dans la Hongrie, car ce pays est probablement le pivot sur lequel le sort du monde tourne dans ce moment.

Les armées de l'empereur de Russie se composent de plusieurs centaines de milliers d'hommes; le chiffre en paraît formidable sur le papier, mais n'avons-nous pas vu déjà d'innombrables armées mises en pièces quand elles attaquaient les libertés d'un Peuple valeureux?

Le noble orateur a justifié et approuvé les Polonais dans la part active qu'ils prennent aujourd'hui dans les affaires de l'Europe, et conclut en flétrissant le langage ignoble et insultant dont s'est servi lord Eglington, il y a quelque temps, dans la chambre des lords contre ce Peuple, et il fait un appel à tous les Anglais vrais et sincères de leur continuer leur secours et leur coopération.

M. Edmond Beales, dans son discours, rappelle que l'association voulait fournir aux Polonais les moyens d'aller prendre part aux révolutions qui s'opèrent en ce moment sur tout le continent, pour ensuite tâcher de recouvrer leur propre liberté; mais le gouvernement anglais s'y est opposé.

Nous avons reproduit un discours de M. Jules Lechevalier sur l'anachronisme de cette paix universelle, que les délégués des sociétés anglaises et américaines, qui se sont réunis l'année dernière à Bruxelles, semblent disposés à prêcher aujourd'hui à Paris.

Un de nos collaborateurs, M. Ramon de la Sagra, leur fit alors une opposition énergique, qui paraît cependant n'avoir pas été assez forte pour convaincre les apôtres de l'utopie. M. de la Sagra, prêt à les combattre de nouveau comme étant de véritables anarchistes sous le masque religieux, nous prie d'insérer les extraits suivants du discours qu'il leur a adressé lors de leur séjour dans la capitale de la Belgique :

Tout le monde est d'accord sur les avantages de la paix: il n'y aura pas de guerre quand vous aurez créé l'ordre et l'harmonie. La paix n'est pas un principe, elle n'est qu'une conséquence de l'état de l'ordre social. Vous allez vous débattre sur l'utilité de la paix, lorsque tout le monde est d'accord pour reconnaître cette utilité : mais pourquoi n'y a-t-il pas de paix dans le monde? Parce qu'il n'y a pas d'accord, il n'y a pas d'harmonie.

On parle d'arbitrage entre les nations; des délégués des nations jugeraient tous les différends qui pourraient s'élever. Mais pour constituer l'arbitrage, il faut une règle. Cette règle est dictée par la force ou par la raison. Montrez nous donc ce code humanitaire sous le point de vue de la raison, et alors tout le monde sera d'accord, et il n'y aura plus de guerre possible. Mais soumettre à l'arbitrage les grandes affaires de nation à nation, c'est impossible. Supposons qu'une contestation entre deux pays soit soumise à l'arbitrage : pour faire accepter la décision, il faudra que la force soit derrière; si on fait appel à l'arbitrage et qu'on ne se soumette pas à la décision de l'arbitre, quel moyen y aura-t-il de faire respecter la décision? Il faudra recourir à la force des armes. S'il n'y a pas d'armée, qui obéira? personne.

L'humanité a vécu jusque aujourd'hui sous l'empire de la force, et l'humanité ne peut être condamnée par l'opinion de quelques individus. Pourquoi cette domination de la force a-t-elle été nécessaire? parce que seule elle donne des garanties à l'ordre social; parce que aujourd'hui il faut la force pour se faire obéir.

Les lois ont toujours été acceptées ou par la foi ou par la force; que aujourd'hui la foi n'existe plus, et qu'il n'y a plus que la force qui soit un élément d'ordre; et que celui qui voudrait détruire cette garantie de l'ordre social serait un anarchiste.

Nous sommes arrivés à une époque où personne ne croit que les lois viennent de Dieu. Les lois sont faites par les hommes, et, par conséqnent, elles peuvent être renversées. Voilà ce que j'ai dit et ce que je soutiens. La loi avait anciennement deux sanctions : la sanction de la foi et la sanction de la force. L'homme qui n'obéissait pas à la loi était puni dans une autre vie, et il était aussi puni dans ce monde. Il faudrait donc rétablir la double sanction; et c'est au moyen d'un congrès que vous voudriez parvenir à ce résultat? Vous faites appel à un congrès formé des délégués des différentes nations, et ayant mission de rédiger le code humanitaire basé sur la raison.

Je commence par déclarer que ce projet est impossible. absurde, et que même si par une coïncidence de circonstances un congrès européen ou humanitaire pouvait avoir lieu, il serait la source de la plus terrible des anarchies.

Examinons ces trois propositions.

Le congrès est impossible, ou il serait absurde, ou révolutionnaire et tout à fait anarchique.

Il est impossible. Le principe de sa formation repose sur des délégués : il faudrait des délégués de chaque nation. Je commece par demander : Seront-ils envoyés par le pouvoir ou par le peuple de chaque nation? Si ce sont des délégués envoyés par le pouvoir, vous aurez des ambassadeurs de l'époque actuelle, et ce n'est pas le but de votre congrès. Vous ne voulez pas un nouveau congrès de Vienne, car il n'amènerait d'autre résultat que l'établissement du despotisme sanctionné par la force. Il faudrait donc des délégués nommés par le peuple, par le suffrage universel, car vous ne pouvez admettre un congrès dont quelques représentants seraient nommés par l'empereur de Russie et d'autres par l'Assemblée nationale de France.

Il faut admettre que les nations qui formeraient ce grand congrès eussent avant tout admis le principe du suffrage universel. Il est donc impossible de former un congrès européen, parce que la base manque, c'est-à-dire le suffrage universel.

J'ait dit que le congrès serait absurde. Quel serait en effet son but? celui de formuler le code de l'ordre social. Et vous croyez qu'un tel code sortirait d'un congrès formé des éléments les plus hétérogènes, les plus contradictoires! quand il n'y a pas d'accord sur le principe dans l'intérieur même de chaque nation, vous voudriez que toutes les nations ensemble se missent d'accord pour la formation d'un code de la paix?

J'ai dit que le troisième résultat serait anarchique. Toute loi a besoin de sanction, d'un appui moral pour être respectée. Les décisions du congrès ne seraient acceptées qu'à la condition d'être respectées : il faudrait que l'humanité fût forcée d'obéir par cela seul que cela viendrait du congrès.

Sur quelle base reposerait votre autorité, quelle sanction aurait la volonté des nations? Car la volonté est variable; et lorsque les députés n'agissent pas en rapport avec les intérêts de leurs commettants, ils sont renvoyés, des révolutions éclatent et les congrès sont dissous. Votre congrès mènerait donc à l'anarchie, ou à un despotisme d'autant plus absurde qu'il serait inspiré par la volonté supposée générale.

Voilà pourquoi j'ai dit que le congrès serait impossible, absurde ou anarchique.

J'ai condamné les trois propositions de votre programme, comme impossibles et comme absurdes dans l'état ac-

---

du d'Arlincourt élevé à la troisième puissance :

« L'art moderne étale hardiment le cœur humain, ce » grand pêle-mêle, et il y entrechoque toutes les passions; » pas de triage; le sanglot rencontre l'éclat de rire dans » la même scène et dans le même personnage. Les figures » remuent, elles agissent, elles se font voir sous tous leurs » aspects, de profil, de trois quarts, de face, de flanc et de » dos. »

On conçoit sans peine qu'avec un tel goût, on *épie, avide, l'heure solennelle où le drame va battre dans la poitrine de marbre* de Mlle Rachel, et qu'on désire plus avidement encore la voir se défaire de sa sobriété toute antique de gestes pour *se tordre les mains*, comme une figure à la Quasimodo: après tout, une des formules de notre critique n'est-elle pas *le beau. c'est le laid*?

Et quand on pense qu'il y a des hommes d'esprit et de talent, parmi les critiques eux-mêmes, qui accordent de l'originalité à un faire pareil! Du reste, nous concevons ce faible de la part du critique de la *Presse*. Ce que l'on pourrait particulièrement lui reprocher, abstraction faite de son penchant à matérialiser l'idée, c'est de viser aussi par trop à l'originalité. Quand il se contente de suivre son inspiration, sa fantaisie innée, sans se préoccuper des petits moyens qui soutiennent mal un *Tricorne*, sa forme est beaucoup plus originale qu'il ne le suppose lui-même. Nous le lui disons en ami : il a trop de talent naturel pour se permettre de le gâter en vue de se rendre populaire auprès d'un public à la *Tragaldabas*.

Mais laissons là l'auteur de *Fortunio*, et abandonnons M. Auguste *Milo* à la plume plus que spirituelle de notre confrère Lireux. Le temps nous presse, et *Adrienne Lecouvreur* nous appelle. Mieux vaut tard que jamais.

Adrienne Lecouvreur fut, comme chacun le sait, l'Omphale de Maurice de Saxe, et sa mort arracha des vers dignes de Tibulle à un autre grand homme fort peu élégiaque de sa nature. Sortie des rangs du Peuple, devenue artiste de premier ordre, Mlle Lecouvreur, après avoir été plongée dans un monde corrompu où elle ne perdit point les excellentes qualités de son cœur, qui lui faisaient sacrifier sa fortune et ses diamants pour payer les dettes de l'amitié, fut enlevée à l'art de Melpomène dans toute la force de l'âge, sans pouvoir obtenir pour ses dépouilles mortelles une sépulture que lui refusa le jésuite Languet, à qui la grande artiste avait cependant légué 1,000 fr. pour son église.

Telle est l'héroïne du drame-vaudeville de M. Scribe, ce dramaturge dont l'entrée à l'Académie y a inauguré le règne des *faiseurs*.

Le public du *Théâtre de la République* est généralement fort peu républicain. Les colonels de l'empire, non pas tels qu'ils étaient en réalité, mais tels que les peint M. Scribe, c'est-à-dire roucoulant aux genoux de quelque coquette du noble faubourg, ou bafoués par elle, ces braves-là ne sont déjà plus assez bon genre pour la république modérée : il lui faut de *divines prêtresses du plaisir*, ainsi que le dit si chastement le *Constitutionnel*, ce grand défenseur de la famille et par conséquent de la morale; il lui faut du Pompadour, moins la langue des encyclopédistes. Or, M. Scribe lui en a donné à souhait, pour son argent. S'il fallait s'étendre à perte d'haleine sur tout ce marivaudage, dans combien de détails ne faudrait-il pas entrer à propos d'un œuvre sérieuse.

La femme d'un descendant de Godefroy de Bouillon, jeune évaporée pleine de mouches et de jalousie, dispute à Mlle Lecouvreur l'amour du futur vainqueur de Fontenoy. Flanquée d'un directeur cacochyme de la Comédie-Française, d'un petit abbé vert-galant et de l'insipide duc de Bouillon, la duchesse se trouve engagée dans une foule de rendez-vous dans une petite maison, de rencontres passé minuit, et de quiproquos d'un effet plus renversant encore que les quiproquos des *Ménechmes*.

Pour fixer auprès d'elle le belliqueux Adonis de M. Scribe, la grande dame ne trouve pas de meilleur expédient que de l'envoyer au Clichy de l'époque, pour une lettre de change souscrite à l'ordre d'un industriel titré de Stockolm. Mais, heureusement, la fortune et les bijoux de Mlle Lecouvreur sont là pour arracher le comte de Saxe aux griffes de la justice, et alors la vindicative duchesse qui, par un quiproquo de rigueur, jouit des bénéfices d'une bonne action qu'elle n'a pas faite, donne un dénouement à la pièce en empoisonnant sa rivale avec un bouquet.

Ce qu'on appelle les *ficelles* en terme technique de coulisses, et le jeu des acteurs, de Mlle Rachel surtout, expliquent seuls le succès de cette rapsodie musquée, ambrée et équivoque. Elle n'a qu'un seul mérite à nos yeux, c'est de nous avoir fait connaître notre grande tragédienne sous une face qui, jusque aujourd'hui, était restée dans l'ombre. La force qui distingue les caractères bibliques, les Athalie et les Judith, l'énergie de la passion qui caractérise les types gréco-romains, comme les Phèdre et les Camille, voilà les cordes dominantes de Mlle Rachel. Aujourd'hui elle y a ajouté la grâce, le moelleux, la suavité des modèles chrétiens. Quel dommage de s'être ainsi *révélée*, sous un jour nouveau, dans une pièce si vide d'intérêt véritable, à incidents si peu moraux.

Mme Allan, Mlle Denain, Samson et Maillard secondent dignement Mlle Rachel.

Le succès d'*Adrienne Lecouvreur* a été accompagné pour M. Scribe d'une faveur auquel les hommes de sa trempe sont toujours très sensibles. Le nouveau roi de Hollande l'a nommé commandeur de l'ordre de la couronne de Chêne. Le fait nous donne une triste idée des goûts littéraires de Guillaume III.

JEAN JULVÉCOURT.

ODÉON. — Des sentiments honnêtes, plusieurs scènes agréables, quelques plaisanteries spirituelles sur la *Famille des Civilisés*, comme diraient nos Fouriéristes; et, en dehors des mérites de l'auteur, l'intelligence de la mise en scène, le jeu naïf de Jourdain, et la vivacité cavalière de Moreau-Sainti, ont valu à l'Odéon et à l'auteur un succès incontestable.

Voici la pièce, dont le fond rappelle d'assez près l'*Univers et ta Maison*, comédie donnée par Méry au même théâtre, et de beaucoup plus loin les *Femmes Savantes* du vieux Molière.

La famille de M. Moleri est au complet : un grand'père, sa fille, son gendre, un petit fille et une petite nièce qui se marie, comme il convient, au cinquième acte, ce qui fait encore un petit neveu, en tout six couverts à mettre pour ce pauvre Antoine, vieux grognard d'anti-chambre épuisé par le plus rude service qui fût jamais. On ne dort pas, en effet dans la maison Duhamel, à moins que ce ne soit le jour.

Pendant que madame court les bals par souscription et organise une société de sauvetage pour la vertu des lorettes parisiennes, monsieur, retiré du commerce pour « prendre du repos », travaille sans relâche, sue sang et eau et dissipe son bien et celui d'autrui en spéculations philanthropiques; M. Arthur, leur digne fils, joue, fume, parie, fait courir et entretient les demoiselles que patrone sa mère, pendant que son ami Morainville débauche la petite nièce, abandonnée aux feuilletons.

La ruine et le déshonneur arrivent au galop. Mais, rassurez-vous, ils n'iront pas plus vite que le coche de Marseille qui nous ramène le sauveur, le grand'père Berthelot.

Cet excellent et naïf vieillard ne comprend rien d'abord à ce qu'il voit, et, s'il s'inquiète, c'est surtout pour la santé de ses enfants qui se couchent si tard.

Mais enfin, le mal qui échappait à sa candeur provençale lui crève les yeux; ce mari, cette femme, ces jeunes gens qui suivent chacun leur fantaisie, ces individualités séparées qu'aucune affectiou, aucun intérêt commun ne rapproche, et qui vient sous le même toit sans autre lien que l'habitude et comme s'ils ne se connaissaient pas, tout cela, dit le vieillard, ne constitue pas une famille, tout cela ne présage rien de bon.

Les événements lui donnent raison, et la catastrophe est imminente; mais tout s'arrange à la fin. Ne faut-il pas que la comédie finisse gaîment? La plaie sociale que M. Moleri nous a fait entrevoir n'est plus qu'une égratignure : la famille Duhamel n'est pas si malade qur nous l'avions cru d'abord. Cette mère de famille qui se soucie de ses enfants autant que Philaminte du pot-au-feu de Chrysale, cet agioteur qui spécule sur le bien d'autrui, ce jeune dandy de vingt-deux ans qui se moque de son père, cette jeune fille qui court les rues au premier billet de son amant, ce jeune fat enfin qui la débauche, tous ces honnêtes gens ont du bon; une petite leçon du papa Berthelot les ramène à la vertu de l'âge d'or, et voilà la famille sauvée! CH. C.

THÉATRE DU GYMNASE. — *Elzéar Chalamel*, comédie-vaudeville en trois actes par MM. Gustave et Jules Wailly. Il y a un théâtre qui nous étonne, c'est le Gymnase. Les acteurs y sont excellents, les pièces ont généralement une certaine valeur, et pourtant le public semble insensiblement se refroidir, la foule ne se presse plus aux premières représentations et nous craignons fort que le talent de Bressant et de Rose-Chéri ne suffise pas à maintenir ce théâtre au rang qu'il avait su conquérir. Le triste exemple de la Gaîté vient de nous démontrer que les efforts et le dévouement des artistes les plus distingués deviennent infructueux lorsqu'ils ont à soutenir une lutte de chaque jour contre les mesquines taquineries d'une direction inintelligente. Nous sommes loin de faire un rapprochement qui, certainement, ne serait pas juste; nous voulons mettre en garde un théâtre que nous aimons contre la négligence qui s'introduit dans la partie matérielle; nous recommandons plus de soin dans la mise en scène qui laisse énormément à désirer, et nous rappelons en passant que le public est un maître capricieux qui déteste par dessus tout les économies mal entendues et dont l'oreille devient rebelle

tuel de la société. La quatrième, relative à obtenir des gouvernements la mesure d'un désarmement général, méritera une autre qualification; car elle n'est pas absurde, elle est *utopique* en théorie, *révolutionnaire* et *anarchique* en pratique.

J'ai expliqué comment la force prêtait son appui matériel à l'autorité, qui recevait sa plus grande puissance de la croyance au *droit divin;* j'ai expliqué aussi, quoique d'une manière trop rapide pour l'importance du sujet, comment cette croyance s'était affaiblie par le libre exercice de la pensée, jusqu'à son complet anéantissement. Dès lors, l'autorité est restée seulement garantie par la force matérielle, et les rapports internationaux ne pouvant pas être décidés par une autorité infaillible, n'ont eu d'autre appel qu'à la force des armes.

Tel est l'état de l'Europe depuis le traité de Westphalie, qui a anéanti les restes du pouvoir spirituel sur les rois et sur les nations, constituant le nouveau droit politique international, le *droit du canon*. Je constate un fait, je ne le juge pas.

Depuis lors, l'ordre intérieur et l'ordre extérieur des nations n'ont pas eu d'autre garantie que celle que leur prête la force militaire de terre et de mer, et c'est l'importance de ces grandes institutions, conservatrices de l'ordre, qui a conseillé tous les soins spéciaux qu'on leur a donnés, jusqu'au point de devenir les *seules institutions bien organisées des nations modernes*.

De cette manière de considérer les armées, et je crois qu'il n'y en a pas une autre rationnelle, on doit déduire, comme conséquence logique, que la mesure de leur suppression générale, à une époque où l'ordre social repose seulement sur les armées, deviendrait éminemment anarchique, car elle livrerait l'autorité sans défense aux attaques des opinions variables, anarchiques, et alors l'autorité serait anéantie.

Une pareille mesure ne change pas son caractère révolutionnaire, par la différence des organes qui l'émettent; que la mesure soit exprimée par des ennemis du pouvoir actuel qui prêchent l'absurdité et les inconvénients des armées pour affaiblir l'autorité, ou que la mesure soit inspirée par les sentiments plus noble de fraternité, je le répète, le résultat serait le même ; et alors les révolutionnaires et les amis de la paix travailleraieni dans le même but de renverser l'autorité, le pouvoir.

Mais, on me demandera peut-être : si vous convenez avec nous de l'absurdité et des graves inconvénients des armées, au même temps que vous condamnez notre motion pour les anéantir, quel moyen nous proposez-vous de sortir d'un pareil cercle vicieux ? Je vous l'ai déjà dit, Messieurs, et même, sans vous l'avoir dit, vous auriez pu le trouver en raisonnant. Cherchez le nouveau principe d'ordre qui doit remplacer l'ancienne base de croyance anéantie et la base actuelle force absurde, et alors vous pourrez détruire celle-ci, ou elle se détruira d'elle-même sans introduire l'anarchie dans la société.

La position exceptionnelle que mes convictions m'ont donnée au milieu de ce congrès, m'ordonne comme un devoir de ne pas me séparer de vous sans porter un jugement philosophique sur vos doctrines et sur le résultat qu'elles obtiendront.

Une réunion d'amis de la paix, d'amis de l'humanité, se proposant de la conduire au terme providentiel où elle est destinée, m'avait paru une circonstance propice pour faire comprendre à des hommes animés du sentiment chrétien la vérité sociale que je ne suis pas parvenu à faire accepter aux hommes de science. J'avais cru y parvenir, m'associant à vos travaux, en vous démontrant que le but honorable que vous vous proposiez, l'anéantissement de la guerre et le règne de la paix, ne pouvait être que la conséquence d'une organisation rationnelle différente de l'organisation actuelle qui rend à la fois la guerre inévitable et la paix impossible. Je vous ai exposé le raisonnement incontestable qui amène à mes conclusions ; vous ne l'avez pas accepté, et vous persistez à croire la paix possible sous l'organisation actuelle : vous faites plus, car dans l'espoir de gagner un appui formidable dans l'opinion publique, vous condamnez la seule garantie d'ordre qui reste à l'autorité, vous prêchez l'anéantissement du seul instrument d'ordre que possède l'autorité.

Au même temps que la religion vous inspire une pareille conduite, les hommes de science, au nom de la raison, sapent également la base de l'autorité, en démontrant l'absurdité de la force brutale et la ruine qui menace les Etats, par le soutien onéreux des armées permanentes.

De cette harmonie entre les efforts de la religion et les attaques de la raison, contre la seule base qui maintient aujourd'hui l'autorité, de ce concours de forces morales puissantes vers le même but, doit résulter inévitablement l'affaiblissement progressif du pouvoir, jusqu'à son complet anéantissement.

Pendant que les hommes de foi s'associent aux hommes de raison, pour démolir l'autorité (chancelante déjà par la destruction de la base religieuse opérée depuis longtemps par les seconds) ni les uns ni les autres ne cherchent le principe de l'autorité future qui doit remplacer l'ancienne autorité lorsqu'elle périra; car elle périra sans remède, étant privée de la foi et de la force qui garantissaient son existence. Mais, comme l'humanité ne peut pas vivre sans autorité, l'autorité rationnelle incontestable n'étant pas trouvée, il faudra se soumettre aux caprices des opinions alternativement soutenues par les partis qui les représentent.

Je vous ai dit, Messieurs, et je vous ai démontré que l'autorité des opinions, que le gouvernement de la société par les opinions, en un mot, que l'empire des opinions était *l'anarchie*. Vos doctrines conduisent donc, directement, activement et inévitablement à l'anarchie.

Cette conclusion ne m'effraie pas ; je l'ai déduite déjà dans mes *aphorismes sociaux;* et je l'ai caractérisée, non pas comme un malheur pour l'humanité, mais comme un moyen efficace de parvenir à la constitution de l'ordre. J'ai établi et j'ai démontré que l'humanité pouvait sortir de l'état déplorable de guerre, de désordre, d'immoralité où elle se trouve, par deux moyens : 1° La conviction universelle de l'impossibilité de soutenir l'ordre présent, ce qui déciderait à chercher le remède, qui alors sera trouvé; 2° L'excès du mal social, qui faisant connaître à tous la nécessité du remède, les forcera à le chercher, et alors il sera trouvé. (*Aphorismes sociaux.*)

Tous mes efforts pour faire accepter le premier moyen ont eu auprès de vous, *hommes de foi*, le même stérile résultat qu'auprès des *hommes de raison* de la première académie du monde (l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut national de France). Cette seconde expérience fortifie ma conviction, qu'il ne reste à l'humanité d'autre salut que dans l'anarchie. Prêchez-la donc, Messieurs, puisque vous *croyez* faire votre devoir ; en vous avertissant je *sais* que je fais le mien. Du reste, je me plais à croire que votre œuvre est providentielle; elle conduira au grand résultat final de l'humanité, car CE QUI DOIT ÊTRE SERA.

Pour terminer, je vais vous présenter en quelques lignes le résumé de mes principes, non pas dans le but de vous convaincre, mais seulement dans celui de caractériser et de constater le fait social qui vient d'avoir lieu par votre présence à Bruxelles.

RÉSUMÉ DE MES PRINCIPES.

La paix n'est pas un principe à établir; elle sera la conséquence d'une organisation sociale rationnelle qui rendra la guerre inutile.

La guerre n'est pas un mal organique de la société; elle est la conséquence d'une mauvaise organisation sociale.

Pour anéantir la guerre, pour établir la paix universelle, il faut donc commencer par détruire les causes qui rendent la guerre inévitable et la paix impossible.

L'étude de l'humanité nous fait connaître les causes de cette organisation vicieuse, qui oblige à faire usage de la force brutale, de la guerre.

Depuis son origine, la loi a eu deux espèces de sanctions, la sanction religieuse et la sanction matérielle. On croyait que la loi émanait de Dieu et que la désobéissance à la loi était punie, non seulement dans cette vie, mais dans une autre vie. Cette sanction morale était donnée à la loi par la croyance religieuse.

Après l'émancipation de la pensée, la foi a été socialement anéantie, c'est-à-dire qu'elle n'a pas plus servi de sanction à la loi. Dès-lors, l'autorité est restée sans base religieuse, et appuyée seulement sur la force matérielle.

Aujourd'hui, la loi n'a donc de sanction que la force brutale. Les dissensions internationales ne peuvent être réglées que sous la garantie de la force, qui soutient et fait respecter les décisions de l'autorité. C'est pour cela qu'un congrès humanitaire, à une époque où dominent les opinions, devient utopique; car, même en le supposant possible, ses décisions augmenteraient l'anarchie qui domine dans l'époque actuelle.

La suppression des armées, lorsque la force est la seule garantie qui reste à l'autorité, est une idée hautement révolutionnaire et anarchique.

Il n'y a d'ordre possible que par la *foi*, par la *force*, ou par la *raison ;* la *foi* ayant été socialement anéantie par le libre examen, la *force* étant absurde, barbare, immorale, il ne reste que la *raison*. La raison déterminera la *règle sociale*, avec une sanction morale qui ne peut être qu'une sanction religieuse. Alors l'humanité acceptera la loi sociale parce qu'elle sera acceptable par la raison.

Alors, la paix régnera dans l'humanité !

En attendant la découverte de la vérité, fondée sur la justice universelle, et qui aura pour sanction une justice éternelle, il ne reste d'autre alternative que le despotisme de la force ou l'anarchie des opinions, qui est l'anarchie de la liberté actuelle.

Les vues que nous avons sur la mission de la France en Europe nous prescrivent d'y étudier le mouvement social sous tous ses aspects et dans toutes ses manifestations. Il y a aujourd'hui une physionomie en quelque sorte officielle de la vie des peuples qui nous est donnée par les discussions de la presse dans chaque pays; mais dans les temps de révolution, les clubs et autres réunions où s'exerce la liberté de la parole fournissent des éléments d'appréciation d'une haute importance. Il est incontestable que depuis la révolution de février les clubs ont été le principal véhicule de la pensée populaire.

Les journaux de la réaction n'y voyant que des éléments de désordre les ont attaqués avec passion et se sont peu occupés de faire connaître exactement ce qui s'y passait. Les organes de l'opinion républicaine et socialiste eux-mêmes ont donné peu de place à ces discussions où la vie du peuple se manifeste dans toute sa spontanéité et toute son énergie.

Il en résulte qu'un des signes caractéristiques de la révolution en France a échappé jusqu'ici à tout observateur qui n'a pas été en mesure de voir par lui-même. Nous tenons pour inexactes la plupart des correspondances de Paris que nous avons lues à cet égard dans les divers journaux d'Europe.

A notre avis, la discussion des clubs a manifesté les classes ouvrières, qui en formaient le principal auditoire, sous un aspect tout à fait favorable et à leur degré de lumières et à leurs dispositions morales. Nous y avons aperçu les premières lueurs d'un nouvel esprit religieux venant purifier et diriger la passion révolutionnaire. Ces réunions ont été quelquefois le théâtre des discussions les plus élevées.

Nous avons publié, il y a quelques jours, un discours du citoyen Jules Lechevalier qui résume l'opinion des socialistes les plus avancés sur la politique extérieure de la France. Nous publions aujourd'hui un autre discours du même orateur qui résume aussi l'opinion socialiste sue la question intérieure. Le discours du citoyen Jules Lechevalier contient des vues neuves sur l'organisation du suffrage universel et des aperçus tout à fait dignes d'attention sur l'influence exercée dans les principaux actes du gouvernement de Février par cette coalition des républicains et des légitimistes qui a tant contribué à la chute de la dynastie d'Orléans.

Organisation du suffrage universel.

Discours prononcé par le citoyen Jules Lechevalier au club de la Redoute le 6 janvier 1849.

Le suffrage universel n'est plus seulement une espérance, c'est un fait consacré, accompli.

Déjà deux fois il a fonctionné : en avril, pour les élections à l'Assemblée nationale; en décembre, pour l'élection du président de la République. Le vote universel, comme il a été pratiqué, est sans doute bien imparfait. Toutefois, il a introduit dans la société française les deux choses les plus difficiles et jusqu'ici contestées, l'élection du président de la République et des représentants de la nation, par la nation tout entière, au sein de la plus grande unité nationale constituée, l'unité française. Car lorsque je parle d'unité nationale, il ne saurait être question d'aucun pays d'Europe, ni même de l'Amérique, pays à esclaves, et où le suffrage universel ne fonctionne pas réellement.

Je vais, si vous le permettez, envisager le suffrage universel dans ses rapports avec la *souveraineté* et puis chercher à résoudre ces deux questions : Avons-nous le vrai suffrage universel? Comment et par qui doit-il être organisé ?

Je distingue le principe de la souveraineté en lui-même, du vrai suffrage universel qui est un mode d'exercice de la souveraineté. L'exercice du suffrage universel doit être dominé par le dogme social qui forme sa sphère d'action légitime.

Liberté, *Égalité*. *Fraternité*, République une et indivisible, démocratique et sociale !

Voilà le dogme fixe et absolu. Le suffrage nniversel ne peut s'exercer en dehors de ce dogme. Il n'y a pas de droit contre ce droit.

Par conséquent, ceux qui nous présentent le suffrage universel comme pouvant fonctionner avec un autre principe sont des antédiluviens politiques. Ils n'ont d'autre but que la reconstruction du monopole sous toutes ses faces et sur ses anciennes bases.

Je fais ici allusion au parti qui affirme que le suffrage universel peut exister à la base, à condition que la monarchie héréditaire soit au sommet.

C'est là une pure escobarderie. La plus grande faute que les républicains de la veille aient commise, ça été de se coaliser avec le parti qui faisait du suffrage universel un moyen de rétablir la monarchie héréditaire. La monarchie héréditaire est incompatible avec le suffrage universel, comme le suffrage universel est lui-même incompatible avec tous les monopoles que nous avons détruits, avec tous ceux que nous avons encore à attaquer.

En effet, le suffrage universel repose sur l'égalité. Il emporte donc l'exclusion, la destruction du monopole propriétaire, du monopole administratif, du monopole industriel et commercial, du monopole ecclésiastique.

Il repose sur la liberté et la fraternité. Il implique donc l'abolition complète du gouvernement de l'homme par l'homme, de l'exploitation du fidèle par le prêtre, du salarié par le patron, de l'administré par l'administrateur. Tous les monopoles doivent à jamais disparaître pour que nous obtenions la vérité du suffrage universel.

Il y a une doctrine qui prétend que le suffrage universel peut tout faire. Il faut combattre cette doctrine à outrance. Non, le suffrage universel ne peut pas produire légitimement des résultats contradictoires au triple dogme de la liberté, de l'égalité, de la fraternité.

Maintenant, le suffrage universel nous a-t-il donné la véritable représentation nationale? Nous pouvait-il donner la véritable, la complète représentation du peuple? Non.

Pourquoi le suffrage universel ne nous a-t-il pas donné des résultats vrais au point de vue démocratique? Parcequ'il a été conquis par une sorte d'anticipation et comme une avance du progrès, au moment où les circonstances ne permettaient pas qu'il fonctionnât véritablement.

Dans l'élection du président de la République, quel résultat le suffrage universel a-t-il donné? Il faut bien le reconnaître, c'est purement et simplement le rétablissement du droit de naissance.

On a beau dire que c'est l'éclat d'une grande gloire, d'une gloire universelle attachée à un nom. Mais aujourd'hui, celui qui porte ce nom n'en a point la gloire par droit de conquête, mais bien par droit de naissance.

Les orateurs qui m'ont précédé dans la discussion ont avec raison attribué cette accumulation des suffrages, cet entraînement de la nation à l'influence croissante d'un parti auquel nous avons à dire toute la vérité.

Le droit de naissance est le plus funeste de tous les précédents pour Louis Bonaparte. On ne craint pas d'avouer aujourd'hui que l'on s'est servi de Louis-Bonaparte comme d'une planche au profit du vieux droit de naissance.

La concurrence entre la branche aînée et la branche cadette n'est plus possible. J'ai lieu de craindre que le pacte d'union ne soit consommé. Il n'y a donc plus en France, en face du dogme républicain, que le dogme de l'hérédité par droit divin.

Il n'y a plus aujourd'hui que deux partis : le socialisme et la révolution d'un côté; de l'autre, Henri V et la contre-révolution.

Heureusement il y a une insolente imprudence qui perd les partis au milieu de leur succès; et à moins que Louis Bonaparte ne soit la plus grande dupe des temps modernes ou ne veuille devenir le parjure le plus coupable, il coupera le pont qu'on a voulu établir entre lui et les vieilles dynasties. S'il n'incline pas du côté du socialisme et de la révolution, il est perdu. (Applaudissements prolongés.)

Il est perdu, ou bien le voilà acculé à un coup d'Etat, à un coup d'Etat sans le traité de Campo-Formio et sans la campagne d'Egypte pour justification !

Espérons donc encore qu'il sera possible de faire quelque chose avec lui. Le Peuple lui accordera volontiers de faire un relai. Louis-Philippe a eu ses relais pour le conduire à l'abîme, pourquoi le Peuple n'aurait-il pas les siens pour le conduire au triomphe du socialisme. Eh bien ! si on nous laisse faire, dans trois ans nous arriverons à un bon gîte, sous un bon abri.

Le nouveau souverain, le Peuple, a des flatteurs : il ne faut pas qu'il s'habitue à les écouter. Je dirai sans détour que je ne suis pas sans crainte à l'endroit de Henri V. Ses partisans agitent les populations ignorantes. Ils relèvent aujourd'hui la tête qu'ils inclinaient naguère, mais en regardant toujours du côté du pouvoir.

Si ce malheur national arrivait (Dieu veuille l'écarter de nos têtes !), à qui faudrait-il en faire porter la responsabilité ? à ceux qui, pour arriver quelques jours plus tôt, ont dédaigné le socialisme et se sont coalisés avec le légitimisme. Ils ont sacrifié l'avenir pour faire alliance avec le passé.

Je le leur ai dit bien des fois, aussi ai-je le droit de le répéter ici : cette coalition est une des plus grandes fautes du parti des républicains de la veille; et si un jour il en subit le châtiment, ce ne sera que le triste fruit d'une alliance adultère.

La dynastie de Juillet a été renversée au nom du réformisme. Ce cri du réformisme, ce cri du suffrage universel, ce sont les légitimistes qui l'ont poussé les premiers. Au 24 Février, on était encore à la remorque de cette vieille intrigue.

Aussi voyez ce qu'elle a produit : dans l'Assemblée nationale, dans les conseils généraux, dans les conseils municipaux, les légitimistes ont pénétré en masse Tantôt les hommes de la gauche abandonnaient la lutte dans le conseil municipal ou le conseil général, à condition que les légitimistes voteraient avec eux pour l'élection du député; tantôt c'était l'inverse. Et c'est ainsi que de concession en concession nous en sommes venus à posséder M. de Falloux pour ministre de l'instruction publique (Rires.), M. de Falloux, la réaction incarnée, M. de Falloux le ministre *religieux*, c'est à dire monarchique, car il y a longtemps que la monarchie et la religion se sont donné la main.

Par religion, j'entends le vieux monopole ecclésiastique, soit catholique, soit réformé, car à Dieu ne plaise que je renie la tradition du Christ. C'est nous socialistes qui sommes les véritables enfans du Christ; et le véritable esprit du Christ, c'est la destruction de la papauté et du monopole ecclésiastique, sous toutes ses formes.

Nous venons de constater les conséquences, non de l'avortement, mais de l'enfantement incomplet du suffrage universel. Il y a là au moins un fait acquis, c'est qu'à supposer que l'on continue à tromper le peuple, on ne se servira plus désormais pour cela d'un autre moyen, d'un autre faux-fuyant. Ce qu'on a fait une première fois peut bien compter pour plusieurs (rires), mais nous ne nous laisserons plus prendre au piége. Le suffrage universel existe ; l'arme est entre les mains du peuple. Il ne s'agit plus que d'apprendre à la manier.

Pour le faire avec profit, il faut bien se rendre compte du caractère nouveau de la souveraineté.

(La suite à demain.)

ITALIE.

Piémont. — TURIN, le 7 *mai*. — En acceptant l'ambassade de Paris, M. Gioberti renonçait au ministère ; le gouvernement le laissait faire. Maintenant Gioberti a renoncé à son ambassade. Ses dissentiments avec le ministère étaient trop profonds, et sa ligne politique tranchait trop avec celle que s'était tracée le ministère, pour que l'un et l'autre pussent faire ménage ensemble plus longtemps.

ALEXANDRIE, 7 *mai*. — Le régiment Paugarden doit venir remplacer ici 500 Autrichiens qui sont partis samedi. D'autres corps doivent partir également, et seront remplacés par des soldats faits prisonniers en Hongrie.

Parme, 7 *mai*. — L'Autriche, ou plutôt ses généraux, gouvernent ici selon leur bon plaisir, sans qu'on puisse deviner quelle sorte de gouvernement nous avons à subir. Le pauvre petit duc croyant que le jour de remonter sur son petit trône était venu, avait nommé une régence. Mais le général d'Aspre, avant de partir pour son expédition de Toscane, n'a point voulu entendre parler de cette régence. Le baron Ward, ancien ministre du duc de Lucques, est arrivé à Parme. C'est un homme fort habile et qui saura faire valoir les droits de son maître et en tirer le meilleur

---

quand ses yeux ne sont point satisfaits.

Ces réserves faites, nous rendons justice au vrai mérite qui brille dans la pièce de MM. Gustave et Jules Wailly et surtout à la façon distinguée dont Bressant et Geoffroy l'ont fait valoir. La donnée n'est pas neuve, et si nous cherchions bien dans notre mémoire nous pourrions y trouver certaine nouvelle d'Eugène Guinot dont le fonds rappelle de très-près les aventures d'Elzéar Chalamel ; mais après tout l'idée était bonne, elle a été heureusement exploitée, nous en avons été quitte pour dire encore une fois : Les grands génies se rencontrent.

Elzéar Chalamel est un bon vivant qui fait des dettes et s'inquiète peu de ses créanciers ; et il a raison si tous ses créanciers ressemblent à M. Menard. Car M. Menard est à la fois le plus commode et le plus bizarre des successeurs de M. Dimanche.

Il choie son débiteur, il le dorlotte, il lui donne son plus bel appartement, sa plus belle robe de chambre ; il voudrait même lui donner une femme. Chalamel tombe de surprises en surprises, et il n'est pas au bout : Une dame lui a donné rendez-vous au bal de l'Opéra, et tout porte à croire que cette dame n'est autre que Mme Ménard. M. Doucet a vent de l'intrigue et, en huissier complaisant, il se hâte d'informer le mari. Position critique de Ménard ! Impossible de tuer Chalamel ; ce serait tuer en même temps la rente de trente mille livres placée sur sa tête, et dont il vient d'hériter à son insu. M. Ménard court au bal, cherche partout, et ne trouve rien ; mais bientôt il apprend que la dame du rendez-vous venait réclamer à Chalamel un portrait qui n'est autre que celui de Mme Doucet. Infortuné M. Doucet, qui va saisir le susdit portrait en vertu d'un jugement, et n'ouvre même pas la boîte qui le renferme.

Tout cet imbroglio se termine par une dernière déconfiture de Ménard qui apprend que le vrai titulaire de la rente n'est point Chalamel, mais un de ses cousins morts depuis deux mois.

Ce vaudeville, bien mené quant à l'intrigue, semé de traits malins et de mots spirituels, a dû surtout son succès au jeu expressif de Bressant et de Geoffroy que le public a redemandés.

THÉATRE MONTANSIER. — La *Belle cauchoise*, vaudeville en un acte de MM. Gabriel et Paul Vermond. — *Un cheveu pour deux têtes*, de MM. Duvert et Lausanne.

Le théâtre Montansier se met en frais de nouveautés ; en voici deux cette semaine qui ont obtenu comme à l'ordinaire un honnête succès d'hilarité !

L'intrigue de la *Belle cauchoise* n'est ni très comique, ni très relevée, ni très originale, mais elle nous fait voir Levassor en normande, Aline Duval en tambour et cela suffit parfaitement. Nous ne pouvons pas supposer que les auteurs aient eu d'autre intention. Le grenadier Strasbourg est un enfant chéri des belles ; la blanchisseuse en chef, Mme Courtois, et la charmante Nicolle se disputent son cœur. Le grenadier boit les petits verres de Mme Courtois, et garde, suivant le style des auteurs, le *parfait amour* à Nicolle.

Mais la blanchisseuse rancunière emploie son influence auprès du colonel d'Espingolle pour empêcher le mariage des deux amants. Le régiment va partir, et le colonel ne veut permettre à Strasbourg qu'une femme de cinq pieds six pouces, attendu qu'elle doit servir comme cantinière. Pour sortir de cette position critique, Nicolle conçoit un plan ingénieux. Elle déguise son grenadier en cauchoise et s'affuble elle-même d'un costume de tambour. Ainsi travesti, Levassor se présentera comme la future demandée et prendra, pour obtenir la permission, le nom de la jolie blanchisseuse. Ici a lieu une scène très amusante, où Strasbourg tourne la tête à son colonel, qui, est vert galant, et lui distribue des taloches avec un sans-façon tout-à-fait normand. Grassot, séduit et subjugué, est sur le point d'accorder la fameuse permission, mais il a promis un mari à Mme Courtois, il faut pourtant qu'il tienne sa parole.

Alors se présente le tambour Aline Duval, qui plaît sur-le-champ au colonel grâce à l'encens qu'il lui prodigue. La ruse va réussir quand par malheur arrive Mme Courtois, avec un scélérat d'invalide qui fait tomber la jupe de Strasbourg, tandis que la blanchisseuse reconnaît sa rivale sous le costume masculin. Fureur du colonel, qui veut envoyer Strasbourg devant le conseil de guerre, désolation de Nicolle qui ne sait pas à quel tambour se vouer. Par bonheur elle imagine de se faire passer pour la fille naturelle d'une femme que le colonel a jadis séduite et abandonnée, et qui s'est tuée de désespoir. Grassot sent s'émouvoir ses entrailles de père, il bénit et dote le grenadier et la blanchisseuse ; quant à Mme Courtois, elle se contente de l'invalide, faute de mieux, et tout finit, comme à l'ordinaire, par un double mariage. Mlle Aline Duval est un délicieux tambour ; elle a un petit ton leste et dégagé qui lui sied à ravir. Quant à Levassor, c'est toujours la même attaque de nerfs ambulant que vous savez.

L'intrigue d'*Un cheveu pour deux têtes* est encore plus pauvre que celle de la *Belle Cauchoise*, et MM. Duvert et Lausanne nous ont donné mieux.

Badureau est un jeune homme dégoûté de la vie, qui s'y rattache par un cheveu qu'il a trouvé sur sa cheminée. Ce cheveu le rend éperduement amoureux. A qui appartient-il ? C'est ce que Badureau veut découvrir à tont prix. Il appelle Jobin, et, dans une conversation entremêlée de coups de pied qui en font le plus grand sel, il apprend qu'un *coursier* de magasin est venu en son absence. Badureau s'élance après ce coursier, qui se présente bientôt sous la forme de Mlle Thérèse Lambrequin, une amie d'enfance. Après une touchante reconnaissance, Thérèse réclame la protection de Badureau contre un jeune fat qui se permet de lui acheter tous les jours une douzaine de faux-cols. Voyez un peu. Aussitôt Badureau se pose en défenseur intrépide, et promet de ne plus quitter Thérèse ni jour ni nuit. Mais au moment où son existence s'embellit ainsi d'un rayon d'amour, il reçoit une lettre anonyme où on le prévient qu'on a trouvé le moyen de le faire mourir au moment où il s'y attendra le moins, et d'une manière aussi agréable qu'expéditive. Badureau, qui tient maintenant énormément à l'existence, se sent pris d'une terreur inexprimable.

Il n'ose plus ni boire, ni manger, ni sortir ; son médecin et son domestique sont tour à tour l'objet de ses soupçons. Il force Jobin à manger un pâté qu'il apporte et à boire une médecine composée par le docteur Parfait. Au moment où Thérèse revient, une seconde lettre anonyme avertit Badureau de laisser, par testament, à Mlle Lambrequin la somme qui devait récompenser l'assassin. Horrible déception ! Thérèse, sa protégée, son amie d'enfance, est donc complice de cet abominable persécuteur ! Badureau n'est plus maître de sa colère : il va chasser pour jamais Thérèse, quand elle reconnaît l'écriture anonyme pour être celle du jeune fat aux faux-cols. Tout s'explique pour le mieux, tout, sauf l'existence du malheureux cheveu, source de l'amour de Badureau, et dont la nuance se rapporte très peu à celle de la brune Thérèse. Comment faire pour expliquer ce cheveu ? Badureau est fort embarrassé, le public aussi et les auteurs également.

Heureusement que le docteur Parfait, qui doit nécessairement servir à quelque chose, arrive comme le *Deus ex machina*, et reconnaît le cheveu en question pour appartenir à sa perruque.

Ce ne sont ni les bons-mots, ni les péripéties, ni les situations heureuses qui ont fait le succès de la pièce, l'intrigue est nulle ou à peu près. Les détails sont d'assez mauvais goût, et il y a des plaisanteries capables d'offenser les oreilles les moins délicates. Nous n'avons qu'une chose à dire pour expliquer la réussite : c'était joué par Ravel et Alcide Tousez.

H. MABIRE

SPECTACLES DU 14 MAI 1849.

THÉATRE DE LA NATION. — Le Prophète.

THÉATRE-FRANÇAIS. — Adrienne Lecouvreur.

OPÉRA-COMIQUE. — Les Diamans de la Couronne.

VAUDEVILLE. — Le N° 2 de la Foire, Prétendants, J'attends un omnibus, Riche d'amour.

VARIÉTÉS. — La Paire, les Beautés, Jobin et Nanette, le Vendredi.

GYMNASE — Le Coiffeur, l'Hurluberlu, la Protégée, Clarisse Harlowe.

THÉATRE MONTANSIER. — Les femmes saucialistes, la belle Cauchoise, un Cheveu pour deux Têtes, Trompe la balle.

PORTE SAINT-MARTIN. —

AMBIGU. — La Part du roi, Un drame de Famille.

GAITÉ. — Marceau, les Orphelins.

THÉATRE-NATIONAL. —

FOLIES-DRAMATIQUES. — Les Prodigalités de Bernerette, le Gibier, Mathieu, le Père Lentimèche, Adrienne la Couvreuse.

DÉLASSEMENTS-COMIQUES. — Un Cœur fourvoyé, la Nuit du 13 mars, Culottes et Cotillons, C'est ici qu'on ressucite.

THÉATRE-CHOISEUL. — Un bureau d'omnibus, Arlequin et Colombine, l'Entr'acte au Paradis, le Fils du Rempailleur, Fantasmagorie.

CIRQUE-NATIONAL — Champs-Elysées. — Ouverture, à 8 heures Soirée équestre.

THÉATRE DU LUXEMBOURG. — Mariage d'amour, la Californie.

SALLE VALENTINO, rue Saint-Honoré, 359. — Soirées dansantes, les mardis. samedis et dimanches.

SPECTACLES-CONCERTS. — Tableaux vivants.

DIORAMA (Bazar Bonne Nouvelle). — Vue de l'Eglise Saint-Marc.

CASINO DES ARTS. — Boulevard Montmartre, 12. Tous les soirs à sept heures grand concert. Prix, 1 fr.

HIPPODROME, barrière de l'Etoile. — Exercices équestres, les dimanche, mardi, jeudi et samedi.

parti possible en cas de cession, soit aux Autrichiens, soit aux Piémontais.

Lombardie.—MILAN, 4 *mai*. —C'était aujourd'hui le jour du tirage pour les cinq classes de la conscription, dans toute la province de Milan, cette ville exceptée. D'après ce que nous avons appris, personne ne s'est présenté dans les districts de Mouza, Melzo, Gorgonzola et Vimercate, sauf les conscrits des deux communes de Omate et Cavernago, lesquels courent le danger de se faire maltraiter par les paysans des autres pays, tous décidés à s'opposer à la levée. Dans beaucoup de bourgs, les habitants se montrent avec la cocarde tricolore, et chantent des chansons révolutionnaires. On dirait que la conscription réveille, dans le Peuple des campagnes, un sentiment de résistance au joug étranger.

Beaucoup vont répétant que les propriétaires devraient se refuser au paiement des impôts, et planter là le percepteur et agir avec lui comme ils agissent eux-mêmes avec le comité de conscription. Si les propriétaires montraient le même courage que les paysans, le grand Radetzki ne se trouverait pas à l'aise.

COMO, 3 *mai*.— Aujourd'hui, sur la place de Porta-Torre, le colonel commandant a décoré de la médaille du courage un sergent de gendarmerie et un chef de la garde des douanes, pour l'arrestation de Brenta et de ses compagnons, fusillés dans cette ville à la fin du mois d'avril. Cette médaille sera pour eux une marque d'infamie.

— Les prisons regorgent de détenus politiques, parmi lesquels se trouvent le commissaire de Luino, Della Noce, celui de Porlezza Ghirlanzoni, et un médecin d'Appiano, Grilloni.

Nous sommes inondés de papier-monnaie, qui s'escompte à 30 0|0 de perte. On procède à la conscription ; mais, malgré toutes les circulaires aux députations communales, aux curés, malgré les émissaires qui vont partout promettant monts et merveilles, on n'obtiendra pas cent recrues.

Vénétie. — VENISE, 1er *mai*.—Depuis quelques jours, les Autrichiens poussent activement les travaux du siége ; mais ceux-ci sont détruits au fur et à mesure par l'artillerie des forts et le feu des pirogues.

La canonnade, qui est très fréquente, tient en éveil nuit et jour les Vénitiens, et les avertit de la vigilance de leurs défenseurs.

Les dispositions du Peuple sont excellentes.

Dans son ordre du jour du 29 avril, le général en chef, Guillaume Pepe, félicite les troupes sur leur attitude dans le bombardement du 28. « J'ai vu, dit-il, que vous étiez impatients de donner de nouvelles preuves de votre valeur et de votre amour pour l'Italie. J'ai jugé, à votre attitude, que votre ardeur avait plutôt besoin d'être modérée qu'excitée. »

Le général Pepe finit son ordre du jour en adressant des éloges au général Paolucci, qui a apporté tant d'amélioration dans la discipline du soldat et dans les ouvrages de défense.

Le fort de Malghera est admirablement fortifié, et son armement est formidable. Il a été construit nouvellement, l'ancienne République n'ayant pas cru nécessaire d'ériger sur ce point des ouvrages de défense, lors même que ce fort n'existerait pas, tombât-il encore au pouvoir des Autrichiens, la sûreté de Venise n'en souffrirait pas. Les ennemis seraient de ce côté comme ils sont à Fusine, comme ils sont en tant d'autres lieux sur le bord de nos lagunes.

Dans cette position connue, ils seraient comme ils sont ailleurs, dans l'impossibilité de faire aucune tentative contre Venise, parce qu'ils manquent de barques, de marins, et qu'ils sont exposés au feu continuel et terrible de nos canonnières et d'autres barques armées, lesquelles peuvent se mouvoir à volonté, engager le feu quand il leur plaît, sur le point qui leur convient le mieux, attaquer et fuir à leur gré les attaques de l'ennemi.

Malghera est donc une défense de luxe pour Venise, mais de plus il est construit suivant toutes les règles de l'art de la défense, et il incommode immensément les Autrichiens parce qu'il domine toutes leurs positions, et qu'il enraye les faciles triomphes qu'ils ont remportés sur les rives du Tessin.

Toscane.—FLORENCE, 6 *mai*. — Le grand-duc de Toscane, qui se contentait de ce titre au temps de la constitution, a repris ceux de prince impérial d'Autriche, de prince royal de Hongrie et de Bohême et d'archiduc d'Autriche.

A la nouvelle de l'arrivée des Autrichiens, M. Peruzzi s'est démis de sa charge de gonfalonier. L'ancienne commission de gouvernement, la commission chargée de la révision des actes du gouvernement provisoire, ont protesté contre l'invasion et ont donné leur démission. Plusieurs officiers sont décidés à se retirer du service. Nous attendons la décision des officiers de la garde nationale.

LIVOURNE. — A la nouvelle de la venue des Autrichiens, le peuple de Livourne, informé qu'ils marchaient sur cette ville, au nombre de 15,000, renforçait ses barricades. Décidé à refuser toute transaction, les étrangers s'étaient embarqués sur les navires de leur nation. Les Autrichiens sont déja arrivés à Pise au nombre de 10,000 hommes. L'attaque commencera peut-être aujourd'hui ou demain. Un conseil a été tenu pour décider s'il fallait se rendre ou résister. De parti opposé à la résistance semblait en majorité. Dans ce port il y a plusieurs vaisseaux de guerre anglais, français, américains et la goëlette sarde l'*Estafette*.

7 *mai*. Dans la matinée les autorités de Livourne ont résolu de laisser entrer paisiblement les Autrichiens qui ne sont plus qu'à un demi mille de distance.

Lucques. 5 *mai*. — Les Autrichiens ont quitté ce matin leurs cantonnements à Massa et ont passé la frontière toscane au nombre, dit-on, de 12,000. Ils marchent sur trois colonnes, deux desquelles doivent entrer à Lucques, l'autre colonne marche sur Pise du côté du pont Serchio. Tous ces corps doivent, dit-on, marcher sur Livourne.

A la nouvelle de l'entrée des Autrichiens, les autorités de Pise ont donné leur démission.

Midi. — L'avant-garde du corps autrichien qui marche sur Livourne pour sommer cette ville de se rendre ou pour en faire le siége, vient d'entrer dans nos murs.

République romaine. — ROME, 5 *mai*. — Voici les nouvelles télégraphiques :

1 *heure 30 minutes*. — Garibaldi doit être à Malagrota.

4 *heures* 15 *m*. — Les Français quittent leur bivouac.

6 *heures* 15 *m*. — On a en vue à Sainte-Marie-del-Riposo cent de nos dragons avec Garibaldi et son corps d'armée.

7 *heures* 5 *m*. — Les Français sont à Saint-Severa, d'autres à Prati, 30 et 35 milles de Rome. Le brouillard empêche d'y voir.

Garibaldi est rentré à Rome au milieu des applaudissements d'une immense population, à la tête de sa légion et du corps de dragons et de carabiners. Il était accompagné du général Galletti, du colonel Calderara et du colonel Galletti. Ce corps avait poursuivi l'ennemi, qui se retirait, et qui enfin, serré de près, a refusé la bataille.

Les Français étaient à Rome exténués de fatigue et de faim. Ajoutez à cela que les soldats se plaignent d'avoir été trompés, et murmurent contre le général.

J'ai lu une lettre écrite par un capitaine prisonnier, à sa famille où il avoue sincèrement que les Italiens ont montré la plus grande valeur, et qu'après un feu soutenu de six heures ils ont enlevé toutes les positions et mis en déroute l'armée française. Il ajoute qu'il est traité avec tous les égards, toute l'attention qu'on aurait pour un frère, et il exprime le désir que la France contracte une alliance avec notre République.

La nuit a été fort calme, Rome tout entière était illuminée. Les Napolitains ne sont pas encore en vue, et nous ne sommes pas encore bien sûrs qu'ils soient à Velletri. Cependant cela me paraît fort probable. Rome se prépare tranquillement à recevoir une pluie de bombes, de boulets et de fusées incendiaires.

Les gardiens de buffles et les bouviers qui, comme on sait, conduisent leurs troupeaux à cheval, ont été armés de lances, de pistolets et de sabres. On a nommé des officiers de cavalerie pour leur apprendre la manœuvre. Les uns serviront de guides et d'éclaireurs, les autres formeront des corps réguliers de cavalerie.

CIVITA-VECCHIA. — On assure que le général Oudinot vient d'envoyer une protestation à Paris sur le rôle qu'on lui a fait jouer dans cette guerre ; il se plaint d'avoir été trompé par le gouvernement français, sur l'esprit des populations romaines. (*Démocrate du Var.*)

SUISSE.

BALE-CAMPAGNE. — Le *landrath* a décidé, dans sa séance du 6 de ce mois, de nommer une commission chargée de l'examen de l'administration et d'inviter la chancellerie à produire, dans la prochaine session, les bases sur lesquelles doit reposer la loi sur la responsabilité des fonctionnaires, loi depuis si longtemps désirée. (*L'Helvétie.*)

ST.-GALL. — Le résultat de élections pour le grand conseil est définitivement connu. Nous avons le plaisir d'annoncer que les libéraux ont remporté une victoire éclatante. Ils compteront dans la prochaine législature 103 membres, tandis que les conservateurs et les ultramontasns seront réduits à 47 membres. (*Idem.*)

HONGRIE.

Une correspondance de la *Gazette d'Augsbourg* donne les détails suivants sur la position de l'armée impériale en Hongrie :

Deux brigades gardent le défilé entre OEdenbourg et le lac de Neusiedel ; cinq brigades occupent les positions entre ce lac et le Danube, près de Wieselbourg. Le gros de l'armée se trouve autour de Presbourg, près de Dioszegh et Szered et y attend l'armée auxiliaire russe, que les opérations des insurgés retiennent peut-être sur d'autres points, car elle devait déjà arriver le 7 mai. L'armée impériale n'a pas de bons espions et on ne sait jamais au juste où se trouve l'armée des insurgés. Gœrgey occupe maintenant le comitat de Trenczyn ; une partie de son corps menace la Moravie, le chemin de fer à Goding et elle a déjà occupé la ville de Tyrnau ; un autre détachement de son armée est à Jablunka.

AUTRICHE.

VIENNE, 6 *mai*. — On parle d'une proclamation de l'empereur pour demander des secours aux Peuples de sa monarchie.

— Divers bruits circulent à Vienne sur des menées diplomatiques concernant la Hongrie. C'est ainsi qu'on dit que l'Angleterre aurait promis aux Hongrois son assistance s'ils adoptaient le principe monarchique de leur gouvernement et s'ils choisissaient pour roi le frère de la reine de Portugal, le prince Léopold Cobourg-Kohary. La question polonaise serait comprise dans ces négociations. On donnerait aux Polonais également un établissement monarchique et un roi. Le général Bem serait l'intermédiaire de ces conférences diplomatiques. (*La Réforme allemande.*)

— On assure que l'intervention russe se bornera à l'occupation de la Galicie et des Carpathes pour empêcher une révolution en Pologne.

— Le jeune empereur d'Autriche est décidé à prendre un parti désespéré. Il a l'intention de se rendre à Presbourg, de s'y faire couronner roi de Hongrie et de reconquérir le pays sans l'assistance des Russes. Le ministère autrichien compte sur l'appui des magnats hongrois et sur les éléments monarchiques de la population hongroise. Il a conseillé cette tactique à l'empereur pour déjouer les projets de l'Angleterre et du parti républicain.

VIENNE, 7 *mai*. — On ne doute plus que les Hongrois n'approchent de notre capitale, car nous entendons à chaque moment le bruit d'une canonnade et nous voyons sans cesse arriver des blessés.

— Le général Welden a annoncé à l'armée l'arrivée prochaine du jeune empereur.

— Les Hongrois ne croient pas à l'entrée des Russes dans leur pays. Ils ont de meilleures espérances et disent qu'ils battraient même une armée russe.

ETATS GERMANIQUES.

FRANCFORT, 10 *mai*. — Le président du conseil a annoncé à l'Assemblée nationale que le vicaire de l'empire ayant refusé de sanctionner la politique du ministère, le cabinet en masse donnait sa démission.

MM. Simon et Vogt, dont la motion a dû être discutée aujourd'hui, se sont ralliés à une autre proposition de M. Reden, d'après laquelle le pouvoir central serait invité à employer tous les moyens disponibles pour protéger les efforts du Peuple contre toute répression violente. Cette proposition a été adoptée. Une députation a été immédiatement envoyée pour la porter au vicaire et elle est revenue bientôt avec la réponse que le chef de l'empire avait refusé de s'expliquer, en déclarant qu'il ferait ce qui lui paraîtrait commandé par les circonstances. Cette réponse a été envoyée à la commission des trente.

MUNSTER, 9 *mai*. — Les représentants des communes de la Westphalie, réunis ici, se sont prononcés en faveur de la Constitution allemande. Des troupes ont dû être envoyées à Ham, où des troubles avaient éclaté. Elles ont rencontré une sérieuse résistance à Warendvorf et n'ont pu pénétrer dans la ville.

ALTENBOURG, 6 *mai*. — Plus de mille hommes de différentes villes ont passé ici aujourd'hui se rendant par le chemin de fer pour porter secours aux insurgés de Dresde. Mais dans la journée les soldats prussiens qui occupent notre pays ont pris possession du chemin de fer et ils ne laissent plus passer les convois. Dans une assemblée à laquelle assistaient plusieurs milliers des habitants de la ville et de la province, on s'est décidé à demander à notre gouvernement d'armer le peuple et d'éloigner les troupes prussiennes.

— Le *Moniteur prussien* du 11 mai ne donne pas de nouvelles officielles sur la capitulation des insurgés à Dresde. La *Gazette de Leipzick* annonce que cette capitulation a eu lieu le 9 mai à midi apres que les troupes eurent massacré tous les insurgés qui se défendaient dans l'hôtel des postes. Le soir on a publié l'état de siége de Dresde et de ses environs dans une ciconférence de trois milles. Le gouvernement provisoire se serait retiré à Freiberg.

— On écrit de Neustadt an der Hardt, le 8 mai, au *Journal de Francfort* :

5 *heures du matin*. — Nous sommes depuis hier au soir en pleine révolution. A la nouvelle que des troupes prussiennes avaient franchi les frontières, on a couru aux armes, et, à 10 heures du soir, 1,500 hommes armés se trouvaient à la station du chemin de fer pour recevoir les Prussiens.

8 *heures du matin*.—On vient de recevoir la nouvelle que les Prussiens, passant par Leiderigshafen, avaient été inquiétés par le tocsin qu'on sonnait aux alentours, et s'étaient tournés contre Spire au lieu de marcher sur Neustadt. A Spire, des troubles ont éclaté parmi les troupes bavaroises ; les officiers ont dû s'enfuir, et les soldats ont passé du côté des habitants.

2 *heures après-midi*.—Une proclamation adressée aux habitants de Spire, signée par le premier bourgmestre et le directeur du gouvernement et annoncant que le pouvoir central avait donné ordre à des troupes de se rendre en Bavière, nommément à des troupes prussiennes, a fait crier à la trahison. Partout on s'écriait que la Prusse ne reconnaissant pas la Constitution de l'empire, ses troupes ne pouvaient être considérées comme amies.

3 *heures*.— Des barricades ont été construites à Spire. Les troupes prus iennes campent dans un bois près de cette ville. Les troupes bavaroises réunies aux habitants occupent les points principaux de la ville.

5 *heures*. — Les troupes prussiennes se sont retirées à Geinsheim, à deux lieues d'ici, voyant qu'elles ne parviendraient pas à entrer dans Spire. La garnison bavaroise de Landau a refusé de les recevoir dans la forteresse. (On sait déjà qu'elles sont rentrées à Francfort le 9 au soir.)

ILES BRITANNIQUES.

Angleterre.—LONDRES, 12 *mai*.—*Fonds publics*. Les consolidés ont fermé à 90 5|8 7|8 comptant, et 90 3|4 et 91 pour compte.

Dans la chambre des lords le bill appelé *rate in aid*, taxe de secours pour l'Irlande, a été lu pour la deuxième fois à une voix de majorité. Cette taxe, qui est de 2,40 0|0 du montant du loyer, pèse entièrement sur les locataires et nullement sur les propriétaires. Ce bill a essuyé une forte opposition de la part de plusieurs lords qui démontrent clairement que ce sera la ruine totale de ce pays, et qu'il forcera ceux qui contribuent aujourd'hui au maintien des pauvres, à se faire inscrire sur la liste des indigens. Ils prétendent que le seul remède aux maux de ce pays c'est d'encourager grandement l'émigration.

Dans la chambre des communes, on a lu pour la seconde fois le bill qui facilite la vente des propriétés grevées en Irlande.

On a aussi fait la seconde lecture du bill pour l'amélioration des terres et le dessèchement des marais en Irlande. Il y a environ quatre millions d'hectares de landes et de marais en Irlande, dont la moitié, s'ils étaient défrichés et desséchés, produiraient d'excellentes betteraves pour le sucre et du chanvre pour les arsenaux. La fabrication du sucre est défendue en Irlande, de peur que cela ne nuise aux colonies. N'est-il pas juste que la vie des Irlandais soit sacrifiée au monopole des colonies ? Croirait-on que l'Angleterre paie annuellement 200 millions de francs à la Russie pour du chanvre ? Tandis que si l'on cultivait en Irlande les terres en friche, non-seulement elles donneraient beaucoup de travail, mais cette somme énorme ne sortirait pas dAngle terre.

C'est un exemple sur mille de l'odieuse politique qui a réduit une belle nation à un état si dégradant d'humiliation et de mendicité, mais c'est là une politique nécessaire à l'Angleterre, ou que du moins elle croit indispensable.

On trouve dans les archives de Londres des documents venant du comte d'Essex et d'autres vice-rois, qui disent que la prospérité de l'Irlande serait la ruine de l'Angleterre, vu qu'elle est beaucoup plus favorisée par la fertilité de son sol, par ses ports de mer, par ses fleuves et ses rivières, qui traversent tout le pays et offrent une grande facilité de transport pour le commerce. Il n'y a pas de pays qui possède autant d'avantages par sa position physique et topographique ; et maintenant ce n'est plus qu'un vaste cimetière !

BELGIQUE.

BRUXELLES, 13 *mai*. — Il n'est pas jusqu'à notre ministère qui n'ait reçu le contre-coup de la grande commotion européenne.

— Malgré le démenti donné dans le *Moniteur* à l'*Emancipation* la discorde est au camp d'Agramant. M. Frère n'aime pas M. Rogier, et celui-ci le lui rend bien ; M. Rollin comme feu M. Veydt voudrait bien s'en aller, et M. de Haussy s'en va définitivement. L'on s'est même déjà occupé du remplacement de M. le ministre de la justice, et le choix du cabinet paraît être tombé sur M. H. de Brouckère. Avec la meilleure volonté du monde, il faut convenir que le choix n'est pas heureux.

Porté aux chambres par les électeurs de Bruxelles, sous les auspices d'un programme fort démocratique, M. H. de Brouckère n'a tenu aucune de ses promesses. Pensionné à la fleur de l'âge pour des infirmités qui l'empêchaient d'être gouverneur sous M. de Theux, mais qui lui permettent fort bien d'être représentant, voire même ministre sous M. Rogier, M. H. de Brouckère est une protestation vivants contre les économies qu'on réclame de toutes parts. Tel est cependant le nouveau ministre dont la politique nouvelle entend doter le pays. (*La Nation.*)

— La plus importante résolution qu'ait prise la Chambre, hier, dans sa discussion du projet de loi sur les sucres, est celle qui est relative à la fixation de la décharge de l'accise et de l'exportation.

Elle a fixé ce chiffre, par l'art. 5, pour être en harmonie avec le droit d'accise arrêté à 45 et à 37 par l'art. 1er, pour les sucres en pains, à 64 jusqu'au 1er janvier 1850, puis à 63 à partir du 1er janvier 1859 jusqu'au 1er janvier 1851, et à 62 fr. à partir du 1er janvier 1851 ; pour les candis à 66 f. avec une réduction successive de 1 fr. aux époques qui viennent d'être indiquées. (*L'Emancipation.*)

Nous ne pouvons nous empêcher de citer en partie les observations du journal *la Nation* sur la bourgeoisie de nos jours.

Si par la bourgeoiesie on entendait cette classe de gens de qui l'on a justement dit que leur patrie c'est la bourse, leur dieu l'argent ; qui, vivant de spéculation et d'agiotage, dévorent d'un coup de bourse le pain de cent familles ; de ces industriels en grand qu'enrichit la ruine de la petite industrie ; de ces exploitants dont tout le travail consiste à s'engraisser de la sueur du travailleur, dont la fortune s'élève sur les débris de l'humble commerçant, de l'artisan, de l'ouvrier, producteur affamé de toute richesse ; que si, dans ce mot de bourgeois sont exclusivement compris tant de membres improductifs de la société dont le luxe est une poignante insulte aux misères publiques, de parasites attachés aux flancs somptueux du budget, de citoyens inutiles à tous, alors que tous apportent leur part d'impôt à leur existence dorée, d'hommes qui, pour être les privilégiés de ce monde, n'ont eu que la peine de naître, ou de montrer au grand jour leur inintelligence et le vide qu'il y a dans leur poitrine à l'endroit du cœur ; si enfin la dénomination de bourgeois n'était que la classification de cette aristocratie des écus dont le règne pèse si tristement depuis dix-huit ans sur les destinées des Peuples, aristocratie égoïste, sans honneur et sans entrailles ; oh ! certes, nous concevrions que ce nom ne fût prononcé que dans un anathème, que bourgeois voulût dire ennemi du Peuple et de la société.

Mais en est-il ainsi ? et n'est-ce pas une déplorable inspiration que d'avoir, sous un nom général, compris et les exploiteurs de la nation et ceux qui, peuple eux-mêmes, sont exploités avec l'ouvrier, ces commerçants, ces industriels et toute cette partie productive de la population, vivant comme l'ouvrier d'un travail qui d'abord nourrit, enrichit et engraisse les exploitants...

...Rien n'est injuste comme une pareille distinction ou plutôt rien n'est absurde comme une telle confusion, produit d'un mot détourné de sa signification... Depuis que le paupérisme s'est vu neutralisé en Belgique, ne l'a-t-on pas vu prendre également racine dans ces deux couches voisines de la société, celle qu'on appelle le peuple et celle qu'on appelle le bourgeois... Le paupérisme est le niveau devant lequel devrait tomber cette injuste classification.

HOLLANDE.

LA HAYE, 10 *mai*. — C'est décidément le 12 de ce mois que se fera enfin l'inauguration du roi Guillaume III, laquelle, d'après le texte explicite de la loi fondamentale, aurait dû avoir lieu *aussitôt que possible ;* mais l'on sait en Belgique qu'une scrupuleuse exécution de cette loi ne fut jamais du goût de notre gouvernement, ni requise par nos chambres. Aussi, le public, habitué à subir les caprices du pouvoir, ne s'est-il pas trop ému de ce peu d'empressement du roi à prêter serment à la constitution qui lui décerne la couronne.

De toutes parts du pays les badauds s'apprêtent pour aller contempler à Amsterdam le passage du cortége, et une foule de gens qui ne paieraient pas dix francs pour entendre l'Alboni ou la Lind, en offrent vingt, trente, pour un coin de fenêtre, où ils verront défiler un roi, une reine, quelques dames de la cour et du palais, d'une beauté très-équivoque, et une légion de chambellans passablement délabrés.

Il est vrai qu'avec cela il y aura des rois et des hérauts d'armes, que toutes les cloches seront mises en branle, depuis huit heures du matin, et qu'il se tirera je ne sais combien de coups de canon. L'on verra, en outre, de braves bourgeois, huchés sur des chevaux de carrosse, s'essouffler comme gardes d'honneur. Que leur ange gardien les préserve de chutes trop désastreuses !

En attendant, la chambre ne s'est pas occupée de grand chose ; elle a voté quelques lois de fort peu d'importance, dont une, concernant les traitements d'attente, contient encore un échec pour le ministère ; puis elle a été ébahie par une exhibition de sanglots et de larmes, au milieu de laquelle un de ses membres, M. van Dam van Isselt, lui a déclaré qu'il se retirait de son sein, parce que, la révision de la loi fondamentale ayant comblé ses désirs, il jugeait sa tâche accomplie.

Supposant peut-être qu'on aurait pu lui demander pourquoi aux dernières élections il avait accepté le renouvellement de son mandat, il ajouta qu'il préférait ne pas énumérer dans cette enceinte les raisons qui l'induisaient à en donner connaissance à la chambre, *ce jour-là* ; mais qu'il se bornerait à dire ceci : « Il existe dans le pays deux partis dont l'un veut aller *trop loin* et dont l'autre tend à » *rétrograder*. Je ne saurais, messieurs, représenter aucun » de ces partis. » C'était très obscur, très mystérieux ; à moins que le démissionnaire ne voulût prétendre que le pays entier se compose de ces deux partis.

Mais cette explication inadmissible déjà par elle-même serait contredite, d'ailleurs, par les dernières élections, car si le pays était d visé en deux partis, il n'aurait pas failli de se faire représenter à la chambre par des membres de ces deux partis, et alors la chambre se composerait de même de deux partis, dont l'un *rétrograde*, l'autre *voulant aller trop loin ;* et voilà précisément ce dont M. Van Dam, en terminant sa tirade éplorée, a supplié le ciel de nous préserver.

« J'espère, dit-il en terminant, que Dieu ne permettra » pas qu'un des deux partis prévale ici. » Or, si la chambre se composait de ces deux partis, il faut bien qu'un des deux prévale. C'était donc, comme M. Thorbecke le fit remarquer victorieusement dans une séance suivante, on ne peut pas plus illogique. Ce qui n'empêche pas que le *Handelsblad* pleure le seul défenseur qui était encore resté au ministère, et exhorte les électeurs de Zalt-Bommel à réélire M. Van Dam. La vieille Néerlande, vraiment, devient bien vieille ; on commence à y radoter.

(*Correspondance particulière de l'Emancipation.*)

NOUVELLES DIVERSES.

Le scrutin s'est ouvert ce matin dans toutes les sections et les électeurs s'y pressaient.

— Il y a en France dix millions d'électeurs, sept à huit millions vont accomplir leurs devoirs d'électeurs et plus de cinq millions voteront aujourd'hui.

— C'est demain lundi à quatre heures de relevée que les scrutins seront partout fermés.

— Hier toute la soirée les quais, les places, les carrefours et les boulevards étaient couverts de groupes dans lesquels on parlait des élections, de l'expédition d'Italie, de la formidable révolution sociale qui se prépare en Allemagne et de la politique du cabinet.

— La radiation du nom de Dufaure, l'homme de la bourgeoisie, de la liste de la rue de Poitiers a produit un effet indicible parmi cette respectable classe. La division est complète dans *l'union*, chacun refait la liste à sa guise.

— Toutes les sections sont gardées par la garde nationale ; c'est bien, mais il y a des sections où l'on voit des sergents de ville et des mouchards, de quel dpoit sont-ils là ?

— Il n'y a pas assez de petites listes socialistes, partout on en demande, il faut en faire distribuer au plus vite et en masse.

— Le préfet de la Seine vient de faire placarder le titre 7 de la nouvelle loi électorale, c'est-à-dire les articles, depuis le 98e jusuu'au 123e, contenant la sanction pénale ayant pour objet la punition de toutes les fraudes électorales qui pourront se commettre.

— Le 30 mai, à Versailles, la République vendra à l'encan 9 lots des immeubles du domaine, situés à Sèvres.

C'est mardi prochain, 15, au soir, qu'expire le délai accordé aux artistes par la direction des Beaux-Arts, pour présenter, au château des Tuileries, les ouvrages qu'ils se proposent d'exposer au salon de 1849, dont l'ouverture aura lieu le 15 juin prochain, pour deux mois.

— En vertu d'une délibération du conseil d'administration du Mont-de-Piété, en date du 13 juillet 1848, les armes à feu ne sont plus reçues dans cet établissement à titre de nantissement.

Par ordre de l'autorité supérieure, les armes non dégagées que renfermaient les magasins du chef-lieu et de la succursale ont été dirigées hier sur Vincennes, où elles resteront à la disposition des emprunteurs au fur et à mesure qu'ils en demanderont le dégagement.

— Les agents de M. Carlier laissaient, il y a quelques jours, vendre et circuler librement un écrit sous ce titre : *A bas la République* !

Aujourd'hui, la tactique des amis de l'ordre paraît se raviser.

On connaît les édifiants récits que la *Gazette des Tribunaux* mettait tout récemment sur le compte des révolutionnaires de l'avenir. Cette magnifique production policière court aujourd'hui les rues sous le titre de : *Projets de la République rouge*.

Il suffit de signaler cette basse manœuvre du parti de l'ordre aux abois pour en faire justice.

— Les gardes mobiles casernés à la place des Vosges ont été prévenus, le 11 mai, *que le général Changarnier leur faisait dire :* Que la garde mobile, n'appartenant pas à l'armée, ferait comme les corps de la gendarmerie et des sapeurs-pompiers, c'est à-dire qu'ils voteraient dans leurs quartiers respectifs.

Le 12 mai, il a été répondu aux hommes qui allaient retirer leurs cartes, qu'il était trop tard. Que penser de la préméditation d'un pareil oubli, si ce n'est que ces braves soldats ont été assez francs pour avouer plus tard qu'on les avait trompés aux affaires de juin, et que désormais ils étaient tous décidés à ne défendre que la République démocratique et sociale.

— Il y a aujourd'hui quarante ans que l'empereur Napoléon entrait triomphant à Vienne, pour la deuxième fois, à la tête de l'armée française.

— La malle de Bordeaux, arrivée à Paris ce matin, n'a apporté ni correspondances ni journaux de Madrid.

— Le nommé Beaucerf, portier, rue Duphot, avait à répondre à la prévention d'avoir, dans la nuit du 16 au 17 avril dernier, scié en partie l'arbre de la liberté, planté sur la place Duphot. Déclaré coupable de ce fait, le tribunal l'a condamné à six mois de prison et 100 fr. d'amende, par application de l'art. 164 du Code pénal. — 7e chambre ; présidence de M. Jourdain ; audience du 12 mai.

— On lit dans la *Sentinelle de Toulon* du 9 mai :

« On vient de donner des ordres dans notre port pour transporter 5,000 hommes de plus Civita-Vecchia.

» Déjà on a embarqué aujourd'hui une partie des escadrons de cavalerie arrivés le matin. »

— Nous avons reçu cammunication d'une lettre écrite par un sous-officier de l'armée qui a pris une part active à la journée du 30 avril.

« Au bivouac de Paolo, 4 mai, une heure du matin.

» arrivés devant la ville, lorsque nous fûmes à portée de la mitraille, de la fusillade et la canonnade commencèrent de la part des Romains ; avant que nous fussions en ligne des postes étaient emportés. On fit alors avancer l'artillerie, qui ouvrit son feu à 10 heures du matin, et continua jusqu'à 4 heures et demie..

» A six heures du soir le général ordonna la retraite ; les Romains tentèrent de nous couper, mais ils s'aperçurent bien vite qu'ils n'auraient pas le même avantage que derrière leurs murailles, et ils rentrèrent en ville,

» Le lendemain ils vinrent pour nous surprendre, mais, voyant que nous étions prêts à les recevoir, ils se bornèrent à nous inquiéter pendant à peu près deux heures, et se retirèrent.

» Le général en chef continua tranquillement son mouvement rétrograde jusqu'à six lieues de Rome ; mais il se promet bien d'y revenir. Nous sommes campés en rase campagne et nous mangeons du biscuit. Le nombre des morts et des blessés s'élève de 6 à 700 ; dans ce nombre on comptes les officiers. »

LE RÉDACTEUR-GÉRANT,
EUGENE CARPENTIER.

Imprimerie de NAPOLEON CHAIX et Ce.